ISSN 0024-7650

l'éditorial d'Arlette Laguiller

p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1471 - 13 septembre 1996 - prix : 9 F

Contre une politique au service des riches, les travailleurs doivent imposer leur politique

- INTERDICTION DES LICENCIEMENTS

- CONTRÔLE DES COMPTES DES ENTREPRISES ET DE L'ÉTAT

- EMBAUCHES DANS LES SERVICES PUBLICS

LO

M 6189 - 1471 - 9,00 F

SOMMAIRE

Leur société

4 – Clovis, Jean-Paul II, Chirac et les autres
– L'armée soigne ses cadres

5 – Impôts : Juppé, illusionniste sans talent
– Le compte de la « baisse » n'est pas bon

6 – Transports en commun, parents pauvres

14 – L'inégalité sociale en chiffre
– Les expulsés du foyer d'immigrés de Montreuil
– Des jeunes et des juges, en France aussi

Tribune

6 – En Allemagne, manifestations ouvrières et manœuvres politiques

Politiciens

7 – Une pincée proportionnelle dans la cuisine électorale

Dans le monde

8 – Belgique : ministre et tonton flingueur
– Grande-Bretagne : ouverture de la chasse aux voix

9 – Italie : la Ligue du Nord et la « sécession de la Padanie »

10 – Chine : vingt ans après la mort de Mao

11 – Afrique du Sud : symboles de l'après-apartheid et réalités de l'exploitation
– « Réconciliation nationale » sur le dos des victimes de l'apartheid

16 – Irak : l'ordre régne au Kurdistan

Dans les entreprises

12 – Les gros sous de France Télécom
– Exploitation chez Sifa-Orléans

13 – Arsenal de Cherbourg, GIAT-Industrie (Saint-Chamond – Loire) : mobilisation contre les suppressions d'emplois

Nos lecteurs nous écrivent

15 – A propos d'impôts

Lire

15 – Réédition de *Terre de Sang* de Dido Sotiriou

CONTRE LA POLITIQUE DISCRIMINATOIRE VIS-À-VIS DES IMMIGRÉS, POUR LA RÉGULARISATION DES « SANS-PAPIERS »

MANIFESTONS NOMBREUX LE 28 SEPTEMBRE

Cela fait plusieurs mois maintenant qu'à Paris, dans la banlieue parisienne et dans diverses villes de province des étrangers, que l'application des lois Pasqua a transformés en « sans-papiers », luttent pour obtenir du gouvernement la régularisation de leur situation. Les « sans-papiers » de Saint-Bernard qui, après avoir mené diverses actions, ont fait une longue et dure grève de la faim et ont été brutalement expulsés de l'église où ils étaient réfugiés, n'ont obtenu pour leur propre compte que quelques régularisations. D'autres régularisations ont été faites, des cas sont en train d'être réexaminés. Mais le gouvernement continue d'opposer une fin de non-recevoir à la plupart des demandes qui lui sont faites, et à prendre ses décisions de façon délibérément arbitraire.

Cette intransigeance qui condamne des milliers d'étrangers à vivre dans la plus injuste précarité est destinée à séduire cette frange réactionnaire de l'électorat de droite qui est elle-même attirée par la propagande lepéniste. Cette situation est inacceptable.

Lutte Ouvrière appelle à se joindre aux manifestations décidées à l'initiative de nombreux partis ou groupes politiques, organisations syndicales, des mouvements antiracistes et associations diverses et qui nous ont fait parvenir l'appel ci-dessous :

DES PAPIERS POUR LES « SANS-PAPIERS »

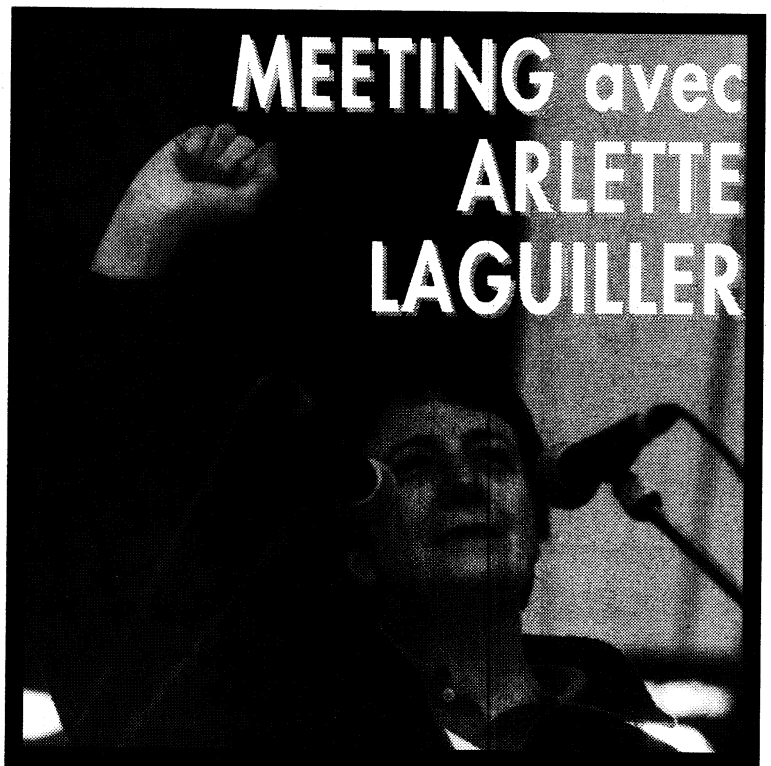
Les « sans-papiers » de Saint-Bernard sont maintenant en lutte depuis plusieurs mois. Des régularisations ont certes été obtenues mais leur nombre est dérisoire par rapport aux dossiers présentés et elles se font dans l'arbitraire le plus total. Un certain nombre de personnes ont été expulsées.

Devant ce blocage, les organisations signataires appellent à renforcer la solidarité avec les « sans-papiers » de Saint-Bernard et l'ensemble des personnes qui subissent en France les conséquences d'une législation injuste.

Elles appellent à participer à une journée d'action et de manifestations le 28 septembre prochain, avec une manifestation nationale à Paris rassemblant des délégations de toutes les régions (départ de la place de la République à 15 heures).

– pour la régularisations des « sans-papiers »
– pour l'arrêt des expulsions
– contre toute forme d'exclusion et contre les lois qui la renforcent.

Il faut que, nombreux, nous exprimions notre refus de ces mesures injustes et de la démagogie xénophobe de ce gouvernement.



« QUELLE POLITIQUE POUR LES TRAVAILLEURS ? »

Vendredi 4 octobre
Grande salle de la MUTUALITÉ
24, rue Saint-Victor à Paris 5e
— entrée libre —

FÊTES DE LUTTE OUVRIÈRE

- **À NANCY** : SAMEDI 14 SEPTEMBRE à partir de 14 h, Salle Gentilly

- **À BORDEAUX** : SAMEDI 21 et DIMANCHE 22 SEPTEMBRE
  - Samedi de 18 h à 2 h
  - Dimanche de 12 h à 19 h
  Plaine de la Blancherie à CENON

- **À TOULOUSE** : SAMEDI 28 et DIMANCHE 29 SEPTEMBRE
  - Samedi à partir de 18 h
  - Dimanche jusqu'à 20 h
  Parc de la Mounède, Toulouse-Saint-Simon

- **À RENNES** : SAMEDI 28 SEPTEMBRE de 14 h à minuit, Centre social, Carrefour 18, 7, rue d'Espagne

- **À TOURS** : SAMEDI 5 OCTOBRE de 15 h à minuit, Salle de la Pléiade à LA RICHE

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) – membre de l'Union Communiste Internationaliste

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes, révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE – B.P. 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 – FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 600 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3, rue du Parc – 93150 Le Blanc-Mesnil – 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE ! Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti « Lutte Ouvrière » conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRÉNOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLÉMENT D'ADRESSE : .....
.....

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE – LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : .....
Règlement :
– par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
– par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R – PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

AUX TRAVAILLEURS D'IMPOSER LEUR POLITIQUE

Avec l'annonce d'une réforme des impôts, Juppé a tenté jeudi 5 septembre de se donner le beau rôle d'un lanceur de bonnes nouvelles. Mais même vis-à-vis de sa propre majorité et de son électorat, qui étaient les premiers visés, cela ne semble guère avoir eu d'effet.

Mais surtout, comment faire oublier, par une baisse des impôts dont profiteront surtout les couches les plus aisées, que ce même gouvernement a augmenté les prélèvements de bien plus qu'il ne les diminue aujourd'hui, et cela en frappant les couches sociales les plus pauvres, par l'augmentation de la TVA notamment ? Comment ignorer que cette baisse des impôts s'accompagnera d'une augmentation de la CSG, qui elle aussi touche tous les revenus, même les plus faibles, sans la moindre progressivité ? Comment croire même que cette dérisoire baisse des impôts va comme le dit Juppé faire repartir la consommation et redémarrer l'économie ?

Et il en faudrait plus pour faire oublier qu'au moment où ce Premier ministre prend la pose, il poursuit de concert avec le patronat une attaque de grande envergure. Des dizaines de milliers de suppressions d'emplois sont programmées, dans le secteur public comme dans le secteur privé, dans les arsenaux comme chez les enseignants et les autres fonctionnaires. Cela signifie non seulement de nouveaux chômeurs, mais l'appauvrissement de toute une partie de la classe ouvrière, une catastrophe économique pour des villes ou des régions entières, la poursuite de la dégradation de nombreux services publics.

Tout cela, Juppé comme Chirac le savent très bien, mais ils s'en moquent. La priorité pour eux est de consacrer l'argent de l'État à subventionner les profits patronaux, le reste est considéré comme des dépenses inutiles. Au point que le gouvernement parle maintenant de faire payer le RMI par les familles des bénéficiaires, car assurer un revenu de survie aux jeunes sans emploi, c'est pour Juppé encore une dépense de trop !

Quant au grand patronat lui-même, la seule question pour lui est de faire des profits, et si cela peut être obtenu en mettant des milliers de personnes à la porte, ou en consacrant ses capitaux à la spéculation financière, alors qu'importe pour lui si cela entraîne une catastrophe sociale.

La seule chose que peuvent craindre les uns et les autres, c'est que le mécontentement général n'entraîne une explosion sociale, une réaction de l'ensemble des travailleurs pour refuser de faire plus longtemps les frais de cette politique.

Juppé tente ainsi, par l'annonce d'une négociation avec les syndicats de fonctionnaires, de désamorcer le risque d'un mouvement d'ensemble de ce secteur, comme il s'en était produit un l'an dernier lorsqu'il avait annoncé le gel des salaires pour 1996. Mais sa promesse de la fin du gel des salaires est vague alors que l'annonce de 7 000 suppressions d'emplois dans la fonction publique, elle, est bien précise. Les enseignants titulaires (sans parler de la suppression d'environ 15 000 postes de maîtres auxiliaires), les personnels hospitaliers, les cheminots notamment, sont directement concernés par cette menace.

Pour l'instant, la manœuvre de Juppé n'a donc pas empêché l'ensemble des syndicats de fonctionnaires d'annoncer une journée nationale de grève en octobre. Tant mieux, car cela peut être l'occasion pour de nombreux travailleurs de se retrouver ensemble pour manifester contre la politique gouvernementale.

De même, les travailleurs des arsenaux ont manifesté mardi 10 septembre dans tout le pays, contre les projets de réductions d'effectifs qui les frappent. Mais dans bien d'autres secteurs encore, du public comme du privé, de tels projets sont en cours d'exécution, et le problème est général.

De son côté la confédération FO appelle à une journée de manifestation le 21 septembre. La CGT, sans avoir fixé d'échéance, déclare qu'il faut aller vers «*une convergence des luttes*» ouvrant la possibilité d'un «*tous ensemble*».

Tout cela ne doit pas être que des mots, mais bien le prologue d'une action d'ensemble des travailleurs de toutes les catégories, ouvriers ou employés, du secteur public comme du secteur privé. Il faut préparer une lutte capable de renverser un rapport de force qui, depuis bien trop longtemps, est à l'avantage du patronat et des gouvernements à son service. Il faut mettre un coup d'arrêt à cette politique et, plus encore, il faut imposer des revendications qui sont fondamentales pour les travailleurs, pour arrêter le glissement de fractions de plus en plus importantes de la classe ouvrière vers la précarité et le chômage, les bas salaires, la misère et la marginalisation.

Il y a urgence à imposer l'arrêt des licenciements, le contrôle des comptes des entreprises, privées comme publiques, pour qu'on voie à qui va l'argent de ces déficits que l'on nous demande sans arrêt de combler. Il faut que l'État cesse de subventionner les profits du grand patronat, que son argent serve à des dépenses utiles à l'ensemble de la population. Il faut qu'il serve à embaucher des travailleurs dans les services publics, au lieu d'en supprimer et de laisser ces services se dégrader comme cela se produit actuellement.

Il faut préparer une lutte de l'ensemble des travailleurs. Et il faut aussi se préparer à imposer ces exigences, aujourd'hui fondamentales pour toute la classe ouvrière.

Redéfinition de l'« abus de biens sociaux »

QUAND ON NE PEUT PLUS S'ASSEOIR SUR LA LOI, ON LA CHANGE...

Le sénateur RPR Marini vient de rendre public le rapport sur la réforme du droit des sociétés que lui avait commandé Juppé.

Pour résumer les propositions de ce rapport, elles visent à attirer les investissements des gros institutionnels (caisses de retraite, fonds de gestion, compagnies d'assurance, etc.) en étendant leur pouvoir dans les entreprises et à diminuer le droit de regard de l'État sur leur fonctionnement, en particulier en dépénalisant l'essentiel des infractions au droit des sociétés que peuvent commettre leurs dirigeants.

Mais, au détour de propositions qui pourraient sembler surtout techniques, Marini en a glissé une autre, dont les implications seraient d'une tout autre nature : il s'agit de redéfinir le délit d'abus de biens sociaux, délit qui relève du code pénal et au nom duquel sont instruites à l'heure actuelle la quasi-totalité des «affaires».

Tel qu'il est défini, explique Marini, l'abus de biens sociaux crée «*un sentiment d'insécurité juridique d'autant plus grand que ce délit est devenu une sorte d'infraction à tout faire*». Alors, pour protéger ces pauvres patrons persécutés par la justice, Marini propose de restreindre ce délit aux seuls cas où en plus d'utiliser les fonds dont ils ont la charge au détriment des intérêts de l'entreprise, ils s'en serviraient pour se remplir les poches.

Déjà, la détermination de ce qui est conforme ou pas aux intérêts de l'entreprise ouvre la porte aux interprétations les plus élastiques de la part des tribunaux. Comme aurait dit Bissara, secrétaire général d'Alcatel-Alsthom, cité par *Le Monde*, «*Que cela choque ou non, il y a des cas où il peut être de l'intérêt de l'entreprise d'accomplir un acte illicite*» – ce dont on ne doute pas, surtout quand c'est un dirigeant d'un des requins de l'économie française qui le dit !

Mais surtout, l'adoption de cette proposition, parce qu'elle entraînerait un allégement de la loi, serait automatiquement rétroactive. Autrement dit, tous les patrons qui sont aujourd'hui mis en examen pour des affaires de fausses factures et autres financements aussi clandestins qu'illicites des partis, seraient automatiquement innocentés, pour autant qu'ils ne se soient pas servis eux-mêmes au passage !

Il s'agirait donc d'introduire par la petite porte cette grande amnistie dont rêvent depuis si longtemps les politiciens et leurs argentiers du patronat, qu'ils n'avaient encore jamais osé proposer. Et, pour l'avenir, ils disposeraient de l'arme ultime contre les magistrats trop zélés qui s'obstinent à mettre leur nez dans les «affaires».

CLOVIS, JEAN-PAUL II, CHIRAC ET LES AUTRES

Du 19 au 22 septembre le pape, si dieu lui prête vie selon la formule consacrée, va venir en France pour diverses cérémonies dont le clou sera la commémoration du quinzième centenaire du baptême de Clovis à Reims.

Clovis ? Les anciens écoliers se souviennent vaguement du vase de Soissons et aussi de ce roi franc qui se fit catholique sur les injonctions de son épouse, ce qui lui aurait valu une intervention divine favorable contre ses adversaires alamans. « Goth mit uns », comme on disait à l'époque. Cette affaire à demi-oubliée méritait-elle tant de faste et de tralalas ?

Le sacre de Clovis, certainement pas. Mais les problèmes politiques, ou plutôt politiciens, de Jean-Paul II, de Chirac et de bien d'autres expliquent la mise en scène.

Pour le pape, la chose est simple : le baptême de Clovis c'est en quelque sorte celui de la France, et il vient, quinze cents ans après, tâcher de remettre ce qui fut paraît-il « la fille aînée de l'Église » dans le droit chemin, celui de la religion catholique apostolique et romaine sans IVG ni préservatif (qui constituent les derniers en date des dogmes chrétiens). Le pape fait son boulot pour tenter de rassembler des foules, leur prêcher ses conceptions de la religion et des mœurs, et pour défendre l'emprise réactionnaire de l'Église dans la société.

Quant à Chirac, dont les sbires il n'y a pas si longtemps défonçaient les portes d'une église pour en expulser des sans-papiers, il ne ratera pas une si belle occasion de se faire voir aux côtés de Jean-Paul II. Les Américains ont eu Atlanta, mais lui aura Reims.

Chirac est d'ailleurs allé visiter le pape au Vatican, a fait des funérailles de Mitterrand une cérémonie à grand spectacle où il a rassemblé le gratin mondial à Notre-Dame de Paris, et a profité du mois d'août pour se faire voir à la messe à Brégançon. Pour lui Reims c'est du pain bénit.

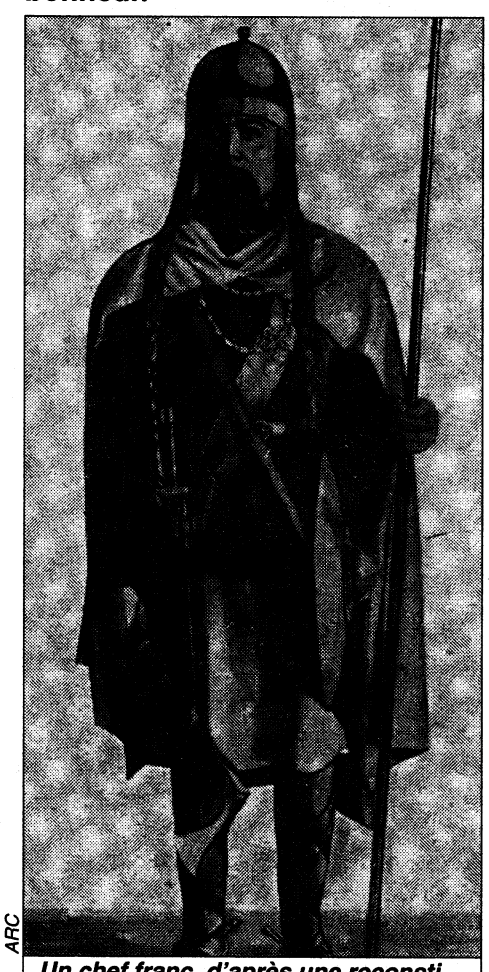
Chirac est en un sens un digne descendant de Clovis qui avait compris que l'alliance avec le goupillon était importante pour s'assurer le pouvoir.

Il peut toujours aller rêver à Reims dans la cathédrale où furent sacrés tant de rois…

André VICTOR

—FRANCHEMENT BARBARE—

On sait fort peu de choses sur Clovis, à commencer par l'année exacte de sa conversion au catholicisme, et même celle de son baptême. Ainsi la date de la commémoration prévue ces jours-ci, a-t-elle été fixée au petit bonheur.



ARC

Un chef franc, d'après une reconstitution du musée de l'armée. Chef de bande et pillard, Clovis fut sanctifié par le clergé. « Lorsque tu combats, c'est nous qui triomphons », lui écrivit un évêque.

En faire le « père de la Nation française » est sans doute une opportunité politique, mais c'est une absurdité historique. Il n'existait pas de nation à l'époque, seulement des débris de l'ex-empire romain. L'idée même de nation n'est venue que des siècles plus tard, et n'a véritablement triomphé, dans ce pays, qu'avec la Révolution. Clovis et ses successeurs considéraient le territoire qu'ils gouvernaient comme leur bien personnel qu'ils partageaient à leur mort entre leurs enfants. Clovis a bien rassemblé à peu près le territoire de la France, et même au-delà, mais il l'a partagé à sa mort. A la fin de sa dynastie, celle des Mérovingiens, le pays était émietté, et la décadence, ouverte avec les invasions barbares qui mirent fin à l'empire romain, s'était poursuivie. Clovis n'a même pas eu ce rôle d'unificateur que lui attribuent aujourd'hui ceux qui le célèbrent.

Clovis à ses débuts était un roitelet franc, c'est-à-dire barbare. Les Francs faisaient partie de l'immense nébuleuse des peuples germains, installés au nord de l'Europe centrale, dans un territoire qui allait en gros de la Meuse à la Vistule à cette époque. Les Francs occupaient une région qui constitue aujourd'hui la Rhénanie et les Pays-Bas, puis ensuite la Belgique (lesquels pays auraient d'ailleurs tout autant droit que la France à commémorer « notre » Clovis national). Clovis battit quelques roitelets francs locaux, puis conquit le tiers nord de ce qui est aujourd'hui la France.

Pour cela il battit l'armée autochtone des Gallo-romains (la fameuse bataille de Soissons). Plus tard il finit par conquérir à peu près le reste de ce qui est la France actuelle.

Mais ce barbare sut faire en devenant catholique ce qui allait s'avérer le bon choix. La masse de la population était encore souvent païenne (le mot «païen » vient de « paysan ») et parmi les chrétiens il y avait deux tendances : les catholiques et les ariens. L'arianisme professait que seul Dieu le père était véritablement divin, Jésus venait un cran en dessous et l'Esprit-Saint encore en dessous. Pour les catholiques en revanche les trois se valent. Et le dogme de la Sainte Trinité allait alimenter les controverses théologiques pendant encore quinze cents ans, et servir de prétexte à d'innombrables massacres.

Évidemment Clovis se moquait sans doute de la consubstantiatilité du Père, du Fils et du Saint-Esprit, comme de sa première tunique, mais cette querelle cachait des rivalités de personnes et de puissances. Les Gallo-romains vaincus, mais qui constituaient tout de même le fond de la population, étaient catholiques (quand ils étaient chrétiens), et les chefs germains étaient ariens. Clovis se fit catholique, mesure habile envers la population, et acte d'hostilité envers les autres rois, ses concurrents. Il se fit sacrer par Rémi (futur saint) à Reims, lequel avait trouvé l'homme fort qui allait sauver le catholicisme qui risquait fort à l'époque d'être balayé par l'arianisme.

Voilà comment un roi sans loi a trouvé la foi. Il est piquant de constater que lorsque Le Pen se déchaîne aujourd'hui en faveur de Clovis, il célèbre un envahisseur immigré (sans papiers évidemment) qui a conquis le trône de France.

A.V.

L'armée soigne ses cadres… sur le dos des contribuables

Même quand elle diminue ses effectifs, l'armée coûte cher au contribuable. Ainsi, selon le ministère de la Défense, le « plan social », visant au départ, entre 1997 et 2002, de quelque 1 800 officiers et 15 600 sous-officiers avant l'âge légal de leur retraite, coûtera au moins 4 milliards de francs au budget de l'Etat.

En effet, outre une indemnité de départ revalorisée pour atteindre jusqu'à 24 mois de salaire et la possibilité offerte à des officiers de partir en préretraite avec la pension du grade supérieur au leur, une série de mesures « incitatives » sont proposées à ceux qui accepteront de quitter l'uniforme avant l'heure. Ils pourront ainsi profiter d'un pécule de départ pouvant atteindre jusqu'à 45 mois de solde. Par ailleurs, le projet de loi leur donne droit à un congé-reconversion d'une durée de 6 à 12 mois, leur permettant de toucher leur solde, leur prime de qualification, leur indemnité de résidence et leurs suppléments familiaux. En outre, le temps passé en reconversion comptera pour l'avancement et les droits à la retraite. Enfin, les officiers et les sous-officiers supérieurs bénéficieront d'emplois réservés dans la fonction publique.

Au total, le ministère de la Défense a calculé qu'il lui en coûterait en moyenne 300 000 F pour chaque cadre acceptant de retourner dans le civil.

Un chiffre à retenir pour tous les salariés civils des arsenaux qui risquent de faire les frais de cette réorganisation, sans que l'armée et le ministère se soucient de leur avenir !

Impôts

JUPPÉ, UN ILLUSIONNISTE SANS TALENT

En ce début septembre, Juppé a fait tout un cinéma, plus un show télévisé, pour nous annoncer sa soi-disant mirifique et formidable baisse des impôts.

25 milliards d'impôts sur le revenu en moins à payer. Malheureusement, ce plan était accompagné d'une augmentation de la CSG. Toute la presse a calculé que la baisse, toutes soustractions faites, ne serait donc que de 18 milliards. Il n'y a pas de quoi pavoiser car cela vient après l'augmentation de 120 milliards des impôts que nous avait infligée Juppé en 1996.

Mais, diront les optimistes, il vaut mieux que cela baisse un peu, plutôt que de continuer à monter.

Sûrement, mais aujourd'hui, on apprend que, d'un autre côté, 25 milliards c'est exactement le montant dont les impôts locaux vont augmenter cette année.

Alors, de qui se moque-t-on ? De nous évidemment et Juppé n'est pas gêné de proférer ces mensonges en ayant l'aplomb de nous regarder droit dans les yeux via les caméras de télévision.

Il nous a annoncé que sa réforme allait surtout profiter aux revenus les plus modestes. Nous serons plus nombreux à ne plus payer d'impôt du tout. Sur le revenu, peut-être ! Mais même dans ce cas nous continuerons à payer la CSG, y compris augmentée, et le RDS.

En tant que salariés nous paierons 1,3 % de moins de cotisations Sécu, mais nous paierons 1 % de plus sur la CSG. Et selon Juppé, nous devrions sauter de joie de cette différence de 0,3 % !

Les retraités, eux, subiront l'augmentation de la CSG, mais n'auront même pas droit à la diminution des cotisations de Sécurité sociale. Et un certain nombre de prestations sociales et familiales vont être dorénavant imposées. Est-ce cela favoriser les revenus les plus modestes ?

Tout cela c'est une politique au service des puissants. Il s'agit de faire porter les restrictions du budget de l'État sur le dos des masses populaires. Même si les riches sont un peu touchés, ils le sont proportionnellement infiniment moins que les autres.

D'ailleurs, on nous a dit froidement que la moitié de ces 25 milliards profiteraient aux contribuables les plus modestes. Mais les plus modestes sont justement les plus nombreux. La moitié de cette diminution d'impôt sera donc partagée entre un grand nombre de familles modestes, tandis que la minorité de privilégiés à gros revenus aura l'autre moitié de ces 25 milliards à se partager. C'est le pâté moitié cheval, moitié alouette…

Dans le même temps on fait des économies et on supprime des postes dans les services publics.

C'est le cas dans l'Éducation nationale où on a supprimé des milliers de postes d'enseignants. Cela n'empêche pas les milieux de droite de critiquer l'Éducation nationale parce que de plus en plus d'élèves ne savent ni lire ni écrire.

Pour remédier à cela, ce n'est pourtant pas supprimer des enseignants qu'il faudrait, c'est supprimer les classes surchargées en permettant aux enseignants de n'avoir que des petits groupes d'élèves, surtout pour les élèves les plus jeunes.

On supprime des emplois à la Poste et dans les télécoms. Cela assurera un meilleur service ? Non ! C'est uniquement pour rentabiliser ces services publics avant privatisation. On continue à supprimer des postes à la SNCF au détriment du confort et de la sécurité des usagers et cela pour, peu à peu, en privatiser les morceaux les plus rentables.

On diminue le nombre de fonctionnaires. De préfets ? de hauts magistrats ? de hauts cadres de l'État et de l'administration ? non, bien sûr. Ce sont des postes d'employés qui sont supprimés. Et ceux qui veulent une carte grise, un permis de conduire, un passeport ou n'importe quel autre papier administratif, n'auront qu'à faire la queue et attendre un peu plus longtemps.

« *L'État opprime et la loi triche, l'impôt saigne le malheureux* » selon les paroles de *L'Internationale* écrite il y a plus d'un siècle. C'est toujours vrai.

Mais cela peut changer !

Éditorial des bulletins d'entreprises du 9 septembre 1996

Jean Arthuis, ministre des Finances, surveillant l'envoi des déclarations d'impôts. De toute façon, remise ou pas, jamais l'État n'aura rentré autant d'argent.

???

« Baisse » des impôts

LE COMPTE N'EST PAS BON !

Juppé est vraiment sans vergogne pour oser claironner une baisse des impôts, alors qu'il se livre à des tours de passe-passe grossiers… avec l'argent des contribuables !

Car enfin Juppé a beau affirmer qu'en arrivant au gouvernement, il aurait voulu baisser immédiatement les impôts, il les a bel et bien augmentés, et substantiellement ! La hausse de deux points de la TVA en août 1995 a constitué un prélèvement de plus de 50 milliards sur la population. Sans parler d'autres impôts indirects, comme les taxes sur le tabac ou l'alcool et surtout sur les produits pétroliers, que le gouvernement ne s'est pas fait faute d'augmenter encore à plusieurs reprises. Et puis il y a eu les 25 milliards du RDS. En tout, 120 milliards d'impôts supplémentaires.

Alors, même si aujourd'hui Juppé nous annonce 25 milliards d'impôts en moins pour 1997, c'est évidemment loin de faire le compte.

D'autant qu'en même temps que Juppé baisse l'impôt sur le revenu, il augmente encore d'autres prélèvements. La CSG étendue et augmentée d'un point va rapporter, malgré la baisse des cotisations sociales sur les salaires, 7 milliards de plus. C'est dire que les 25 milliards se réduisent d'ores et déjà à 18 milliards. *Le Parisien* a évalué à une douzaine de milliards les impôts indirects que le gouvernement va prélever en plus dès l'année prochaine : une forte hausse de la taxe sur les alcools rapportera quelques milliards supplémentaires, une augmentation de 8 % de la taxe sur les tabacs prélèvera 4 à 5 milliards sur les fumeurs et l'augmentation d'environ 10 centimes par litre de la taxe sur les carburants rapportera 6 milliards. Enfin, les impôts locaux sont eux aussi en augmentation : 25 milliards de plus en 1996 !

Le gouvernement reprend d'un côté ce qu'il a accordé de l'autre. Le pire c'est qu'il reprend aux uns – les salariés les moins fortunés, les retraités, les chômeurs – ce qu'il a accordé aux autres – les plus riches ! Car c'est encore sur la majorité la moins riche que pèsera l'essentiel du poids des augmentations d'impôts indirects ou même des impôts locaux, fort injustes eux aussi. Quant à l'allégement de 5 à 10 % de l'impôt sur le revenu, c'est 10 % pour la tranche des plus forts revenus et 5 % pour la première tranche, celle des revenus faibles. Et ceux qui ne gagnaient pas assez pour payer des impôts sur leurs revenus n'auront droit à aucune baisse… ce qui ne les empêchera pas d'avoir à payer la hausse des impôts indirects ou de la CSG !

Évidemment, quoi qu'en dise le gouvernement, ces mesures ne permettront nullement de relancer la consommation et la production. Juppé commence simplement à préparer l'échéance électorale de 1998 en faisant quelques cadeaux supplémentaires aux gens aisés. Et c'est encore une fois au détriment de la population laborieuse !

Il faudra pourtant bien un jour que les travailleurs exigent des comptes de tous ces gouvernants qui les ponctionnent pour arroser les possédants et qui sont prêts à réduire les gens à la misère pour sauvegarder leurs privilèges.

Dominique CHABLIS

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

En Allemagne comme ici, L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES, PAS D'UNE NOUVELLE COALITION GOUVERNEMENTALE SOCIALE-DÉMOCRATE-VERTE!

Le samedi 7 septembre, 250 000 travailleuses et travailleurs ont manifesté à l'appel de la confédération syndicale DGB dans six grandes villes d'Allemagne pour protester contre le énième train de mesures d'austérité que le gouvernement de Kohl compte faire voter définitivement au Bundestag cette semaine par sa coalition de députés CDU-CSU-FDP majoritaire.

Parmi les mesures les plus impopulaires : la réduction des indemnités de maladie et de licenciement, l'élévation progressive jusqu'à 65 ans de l'âge de la retraite des femmes, la restriction des dépenses de santé, la suppression des emplois de style TUC, minables mais dont la disparition serait dramatique pour les quelque 300 000 personnes qui les occupent à l'Est.

Dans le même temps, Kohl prépare une réforme de l'impôt pour 1999 qui ressemble étrangement à celle de Juppé (à moins que ce soit l'inverse) : allégements importants pour les plus fortunés, minables ristournes pour les autres, le tout devant s'accompagner d'une augmentation sévère de la TVA qui volera aux plus pauvres davantage que ce qui leur aura été octroyé.

Rares sont ceux qui croient les litanies de Kohl et de ses ministres sur le fait que ces mesures pourraient sauver des emplois. L'Allemagne a atteint les 4 millions de chômeurs. Soit plus de 10% de la population active. Une des réalités le plus durement ressentie ces derniers temps est le chômage des plus jeunes, plus précisément la diminution du nombre des apprentis embauchés traditionnellement par centaines par les plus grandes entreprises. Celles-ci semblent de plus en plus enclines à tourner, moyennant finances, l'obligation d'embaucher des apprentis. Au total, près de 300 000 jeunes sont aujourd'hui dans l'attente, probablement vaine, d'une place. Contre le chômage des plus jeunes, la DGB appelle à une journée d'action de la jeunesse, un rassemblement national le 21 septembre prochain à Francfort.

Le mécontentement grandit contre la politique du gouvernement et des patrons. Il s'était déjà exprimé le 15 juin, à Bonn, où 350000 travailleurs avaient convergé de toute l'Allemagne. Il s'est à nouveau exprimé dans les manifestations de samedi dernier, qui n'étaient pas des kermesses ou des fêtes, même si les directions syndicales cherchaient à amuser le monde avec des cartes postes «carton rouge» à envoyer à Kohl. Le ton était plus grave.

Mais le moins qu'on puisse dire est que les travailleurs sont étroitement canalisés et surveillés par les appareils syndicaux qui en appellent avec grandiloquence à la «pression d'en bas», mais la manipulent avec précaution et la font intervenir parcimonieusement, à jour dit, en lieu dit et en bon ordre. Pour ce samedi 7 septembre, il semble d'ailleurs que la DGB ait reculé devant l'idée première d'appeler à manifester le jeudi 12 ou le vendredi 13 septembre, un jour de semaine, au moment même de la discussion au Bundestag, ce qui l'aurait conduite à appeler à la grève ou des débrayages. Ce qu'on ne l'a pas souvent vue faire ! Même quand le patronat et le gouvernement portent des coups au lieu de discuter, les bureaucrates syndicaux n'ont de perspectives que contractuelles.

Ces manifestations du 7 septembre se sont distinguées des précédentes par la présence appuyée des responsables politiques sociaux-démocrates. Dans chacune des villes, un ténor du SPD s'est montré. Le président du groupe parlementaire, Rudolf Scharping, ici. Le dirigeant du parti, Oskar Lafontaine, là. Partout, des stands et des badges du SPD, comme aussi du PDS. Et la vice-présidente de la DGB, du haut de la tribune à Berlin, ne s'est pas contentée de lancer le slogan «Kohl muss weg» ou «Kohl dehors». Elle, et beaucoup d'autres, ont précisé que le combat contre la politique de Kohl serait de longue haleine et se poursuivrait... jusqu'aux élections législatives de 1998 où il faudrait qu'une majorité dirigée par le SPD l'emporte. C'est l'axe politique de tout ce beau monde, axe exprimé entre autres par un dirigeant syndical auquel l'Humanité du 7 septembre donne la parole : «Nous n'avons guère d'illusions. Nous sommes en démocratie. Si le parlement vote les mesures, nous devons respecter ce choix, mais nous ne l'accepterons pas. La nuance est forte, car en n'acceptant pas nous indiquons nettement que pour les élections de 1998 nous voudrons une majorité parlementaire qui retire ces mesures de régression sociale». On ne peut être plus explicite.

Depuis quelques mois, les négociations sont allées bon train entre sociaux-démocrates et Verts. Elles viennent d'aboutir à une promesse mutuelle, en cas de victoire électorale, de former une coalition gouvernementale. Les dirigeants du SPD ne font pas spécialement de démagogie sociale. Ils se contentent de dire qu'ils sont contre le programme d'austérité de Kohl, contre son projet de réforme fiscale ! Cela convient aux Verts. De son côté, le PDS, formé entre autres d'anciens pseudo-communistes de RDA, déclare aussi vouloir participer à cette éventuelle coalition et frappe à la porte. Mais aussi bien les Verts que le SPD n'ont aucune envie de s'allier à un parti qui garde quelques traces de son passé et pourrait détourner d'eux des électeurs. A quoi bon d'ailleurs, puisque le PDS semble prêt à apporter son soutien sans grande contrepartie, comme il le fait actuellement à l'égard de la coalition gouvernementale «rouge-verte» du Land de Saxe-Anhalt.

D'ici 1998, les travailleurs d'Allemagne peuvent s'attendre à être appelés à pas mal de promenades et de cortèges dans les rues, conçus par la bureaucratie social-démocrate comme devant lui ouvrir les allées du pouvoir. Un petit monde politicien commence à frétiller. On se croirait... en France.

Les politiques patronales se ressemblent. Les politiques gouvernementales se ressemblent. Mais à nos Dupont ou Dupond appelés Juppé et Jospin, à leurs Schmidt ou Schmitt appelés Kohl ou Scharping, à ces vrais hommes de droite comme à ces faux hommes de gauche qui gouvernent ou s'y apprêtent du pareil au même, dans l'intérêt des industriels et banquiers, les travailleurs et la lutte de classe pourraient réserver une même surprise.

Michelle VERDIER

Leur société

Transports en commun
SERVICE PUBLIC, PARENT PAUVRE

LO

La fréquentation des transports en commun serait légèrement en baisse, notamment à Paris et dans sa banlieue. Des études récentes confirment aussi que les prix ne cessent d'augmenter, au point que les tarifs actuellement pratiqués écartent certaines catégories sociales comme les chômeurs, qui ont de plus en plus de mal à s'acquitter du prix d'un ticket.

Pourtant les besoins en transports en commun ne manquent pas. Le coût total des projets des collectivités locales a été évalué à 85 milliards de francs sur dix ans. La somme peut paraître importante, mais au regard de ce qui est dépensé par la route, elle reste somme toute assez faible. Pour la seule année 1996, les investissements publics et privés dans les infrastructures routières et autoroutières s'élèvent à plus de 41 milliards.

C'est dire que les transports en commun restent le parent pauvre, et ce parce qu'entre autres les fonds de l'État qui y sont destinés sont ridiculement faibles. Aujourd'hui, les investissements concernant les transports publics sont quasi exclusivement du ressort des collectivités locales qui, aux dires des maires, ne peuvent guère financer que des extensions de réseaux, comme à Lille, Lyon, Rouen, Saint-Etienne ou Strasbourg.

La fréquentation en baisse dans les transports en commun de certaines agglomérations n'est nullement significative des besoins réels de la population. La SNCF et la RATP de l'Ile-de-France ont transporté 2,89 milliards de voyageurs en 1994 contre 2,94 milliards en 1990. Cette baisse serait plutôt due au renchérissement de ce type de transport et à l'appauvrissement d'une partie importante des usagers qui n'ont plus les moyens d'acheter un titre de transport. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, ce sont souvent les plus pauvres qui payent le plus cher. Ne pouvant faire l'avance d'un carnet de tickets ou d'une carte à prix réduit, ils sont contraints pour leur déplacement de payer les tickets à l'unité. Par ailleurs, le fait que depuis quelque temps, paraît-il, la marche se pose en deuxième mode concurrent du bus après la voiture, notamment pour les déplacements de type loisir, courses, démarches administratives et personnelles, ne témoigne pas d'un engouement soudain pour la marche puisque les nouveaux piétons sont bien souvent des chômeurs, autrement dit des marcheurs contraints et forcés.

Quant au prix des transports en commun, les usagers subissent des hausses permanentes. En région parisienne, le prix de la carte orange 1 et 2 zones a augmenté de 170% en 15 ans, alors que dans le même temps le coût de la vie n'augmentait lui que de 104%. C'est là le résultat d'une politique volontaire, délibérée. Sous prétexte de «réalité» des prix, d'une plus grande rentabilité, c'est à l'usager que l'on demande de payer toujours plus. Comme si un service public devait être rentable ! De toute façon, les transports en commun, tout comme la santé ou l'éducation, ont une rentabilité sociale évidente, qui a elle seule devrait inciter l'État à les développer et à les prendre totalement en charge.

Sans eux, la société s'arrêterait de fonctionner ou fonctionnerait bien plus mal encore. Comment, par exemple, des millions de travailleurs pourraient-ils se rendre chaque matin sur leurs lieux de travail si les transports en commun n'existaient pas? La preuve de leur utilité a d'ailleurs été donnée lors des grèves de novembre-décembre derniers. Lorsque les transports en commun se bloquent dans les grands agglomérations, c'est bien toute la société qui se met à fonctionner au ralenti...

Georges LATTIER

Le projet de Juppé

UNE PINCÉE DE PROPORTIONNELLE DANS LA CUISINE ÉLECTORALE

L'UDF Léotard et le RPR Juppé à « l'Université d'été » du RPR. Université des charcutages électoraux

AFP

Ça grince et ça grogne au sein de la majorité parlementaire. A propos de tout et de rien. C'est le signe qu'on est bien entré dans la période préparatoire aux prochaines élections, les législatives qui doivent avoir lieu.... dans 18 mois, en 1998. En fait, d'une élection à l'autre le jeu politicien est rythmé par les échéances électorales. Ce qui fait que la « vie » politique se résume à cette perpétuelle guéguerre.

La discussion soulevée par la déclaration de Juppé évoquant son intention d'introduire une « dose de proportionnelle » à l'occasion du prochain scrutin est loin d'avoir pacifié les relations entre « amis » et « alliés » de cette majorité. Elle a donné prétexte à une avalanche « de petites phrases » contre lesquelles le Premier ministre a fait état de son irritation. Comme si chaque week-end, sans compter les jours de semaine, n'en apportait pas son lot et comme si les hommes politiques n'alimentaient pas complaisamment la chronique.

Ceci dit, cette idée d'introduire une pincée de proportionnelle dans les prochaines élections n'a rien à voir avec une quelconque volonté de rendre plus juste la représentation des électeurs. Selon ce projet, ou du moins ce qu'on en suppose, car Juppé est resté fort vague, une partie des députés serait élue au scrutin proportionnel départemental, dans les départements les plus peuplés, ceux qui envoient actuellement à l'Assemblée nationale plus de dix députés (cela concernerait 192 sièges, dans quatorze départements) tandis que dans les autres départements, les élections continueraient à se faire selon la procédure actuelle.

Les implications d'une telle formule, telles que nous les livrent les instituts de sondages permettraient à la majorité en place de le rester et au Front national de disposer de 35 députés dans la prochaine assemblée. Du coup il aurait un groupe parlementaire (pour cela il faut avoir au moins 20 députés, et seules les formations qui disposent d'un tel groupe peuvent proposer des lois). Cela se traduirait aussi, selon les mêmes estimations, par l'entrée de sept écologistes à l'Assemblée.

Rien à voir, faut-il le souligner, avec une véritable représentation des choix des électeurs puisque, par exemple, le PCF avec les 9 % que lui prêtent ces sondages ne disposerait que de 25 sièges alors qu'il devrait obtenir plus de 50 des 555 députés qui composent l'Assemblée. Quant à l'extrême-gauche, si on s'en tient aux 2,5 % que lui prête cette simulation, elle serait exclu de ce partage alors que la proportionnelle intégrale lui donnerait droit à dix représentants.

Les chiffres fournis par les instituts de sondage valent ce qu'ils valent. On a encore en mémoire les cafouillages des sondages de l'élection présidentielle de l'an passé. Mais le calcul de Juppé et de ses acolytes ne porte pas sur ces chiffres. Il est politique. C'est un geste qui s'adresse au Front National, plus exactement à une fraction de son électorat. Un nouveau clin d'œil démagogique, tout comme la campagne dirigée contre les « clandestins », destinée à racoler dans cette même opinion.

Cela illustre que, même sans élu, le Front National et ses idées pèsent sur la vie politique, et sur les calculs des politiciens. Mais le danger n'est pas qu'il ait, ou pas, des députés. Il est dans l'influence dont il dispose dans l'opinion.

Pour y faire pièce, la réponse n'est pas dans des combinaisons, électorales et politiciennes. Elle n'est pas dans tel mode d'élection plutôt qu'un autre. Elle est dans la capacité de la classe ouvrière à se mobiliser de nouveau sur le terrain de classe et de renouer avec les traditions internationalistes du mouvement ouvrier, pour que ce soit elle qui pèse sur la vie politique et qui, à terme, se donne les moyens de transformer la société dans l'intérêt du plus grand nombre.

Jean Pierre VIAL

LE PEN, HÉRAUT DE L'IMBÉCILITÉ RACISTE

Commencée fin août, lors de l'université d'été du Front National, la nouvelle offensive médiatique de Le Pen s'est poursuivie le 9 septembre sur les ondes d'Europe 1. Après l'appui qu'il avait donné bruyamment aux thèses « révisionnistes » qui nient le massacre des Juifs par le régime hitlérien, Le Pen choisit aujourd'hui de se poser en champion de l'« *inégalité des races* », une « *évidence* » et une « *banalité* » selon lui.

Peu importe que ces doctrines d'un autre siècle aient été depuis longtemps réfutées par les progrès de la science. Ce n'est de toute façon pas à l'intelligence que s'adresse Le Pen, c'est à la bêtise et aux préjugés auxquels, du même coup, il confère une certaine respectabilité.

Mais surtout, l'important pour Le Pen c'est de faire parler de lui. Et, à un moment où les partis de droite lui ont volé bon nombre de ses thèmes favoris, avec en plus l'avantage d'apparaître plus efficaces que lui, parce que eux au moins sont au pouvoir, que peut bien faire Le Pen pour attirer l'attention, sinon recourir à une provocation délibérée, fût-elle la plus grossière ?

Mais comme tout ce que fait Le Pen, en vieux cheval de retour de la politique, cette provocation n'en est pas moins soigneusement calculée. Le ton est « bonhomme », destiné à dédramatiser le propos. Le contenu, en revanche, vise à enfoncer un peu plus ce clou du racisme dont Le Pen a fait son fonds de commerce, un terrain sur lequel il ne peut pas se permettre de laisser la droite traditionnelle lui faire de l'ombre, au risque sinon de perdre tout intérêt aux yeux d'une partie de son électorat.

Ce faisant, et malgré les protestations plus ou moins hypocrites des politiciens de droite, Le Pen ne fait d'ailleurs que projeter, sous une forme grotesque mais à peine déformée, l'image amplifiée de ces mêmes politiciens. La surenchère odieuse à laquelle il se livre ne fait que répondre à leur propre surenchère et à leurs propres complaisances pour les préjugés réactionnaires. C'est cette situation qui est lourde de danger, pas les pitreries de Le Pen.

F.R.

Belgique

MINISTRE ET TONTON-FLINGUEUR

Déjà remuée par l'affaire Dutroux, le pédophile criminel, la Belgique vient d'apprendre qu'un ancien ministre étiqueté « socialiste » (les mots ne veulent vraiment plus rien dire), Alain Van der Biest, était soupçonné par des enquêteurs d'avoir commandité il y a cinq ans, en 1991, rien de moins que l'assassinat d'un de ses dirigeants, et rival, au sein de l'appareil du Parti Socialiste : André Cools, ancien vice-Premier ministre.

Pire : cette affaire avait été bien près d'éclater il y a deux ans, mais le juge d'alors, sur le point de conclure, s'était vu retirer un dossier pour le moins sulfureux.

Van der Biest, dans une tradition qu'on aurait pu croire réservée à la Sicile ou à la Corse, sentant sa carrière menacée de ruine par un dirigeant de son parti, à qui il devait pratiquement toute sa réussite politicienne, aurait organisé par l'intermédiaire de son secrétaire particulier, Richard Taxquet, l'élimination pure et simple de ce rival. Le secrétaire se serait chargé de négocier le « contrat » auprès de tueurs professionnels.

Le traitement réservé à l'affaire dans un premier temps – le dessaisissement du dossier qui allait ramener l'enquête au point de départ – est lui beaucoup plus banal. On connaît partout les pressions du pouvoir sur les magistrats ou celles de hauts magistrats sur des subordonnés trop remuants. Mais il s'est apparemment trouvé un autre « petit juge » suffisamment décidé pour reprendre l'enquête et la mener cette fois jusqu'à l'inculpation du principal suspect, ancien ministre ou pas.

Bien entendu l'inculpé nie tout en bloc et dénonce une machination. C'est déjà le système de défense qu'il avait adopté il y a quatre ans, quand il pensait déjà que cette petite bombe judiciaire allait lui éclater à la figure.

On ne sait évidemment pas si l'ex-ministre est bien le coupable recherché, mais le suspect avait entre autres talents celui d'écrire des romans. Et dans l'un d'eux il mettait en scène un double de son adversaire assassiné, que visiblement il ne portait pas dans son cœur ; ce qui n'a pas dû manquer d'intéresser les enquêteurs !

Corruption financière permanente et règlements de comptes entre politiciens rivaux, tels sont visiblement les fonctionnements de routine dans les coulisses de la démocratie bourgeoise. On ne s'y flingue pas tous les jours, mais c'est possible, à l'occasion. Et cette pourriture n'est pas l'apanage du royaume de Belgique. Que l'on se souvienne, il y a une vingtaine d'années, sous Giscard, de la mort d'un ancien ministre gaulliste, de Broglie, ou de la curieuse « balle perdue » qui avait fauché dans les rues de Paris l'ex-ministre Fontanet.

Jacques FONTENOY

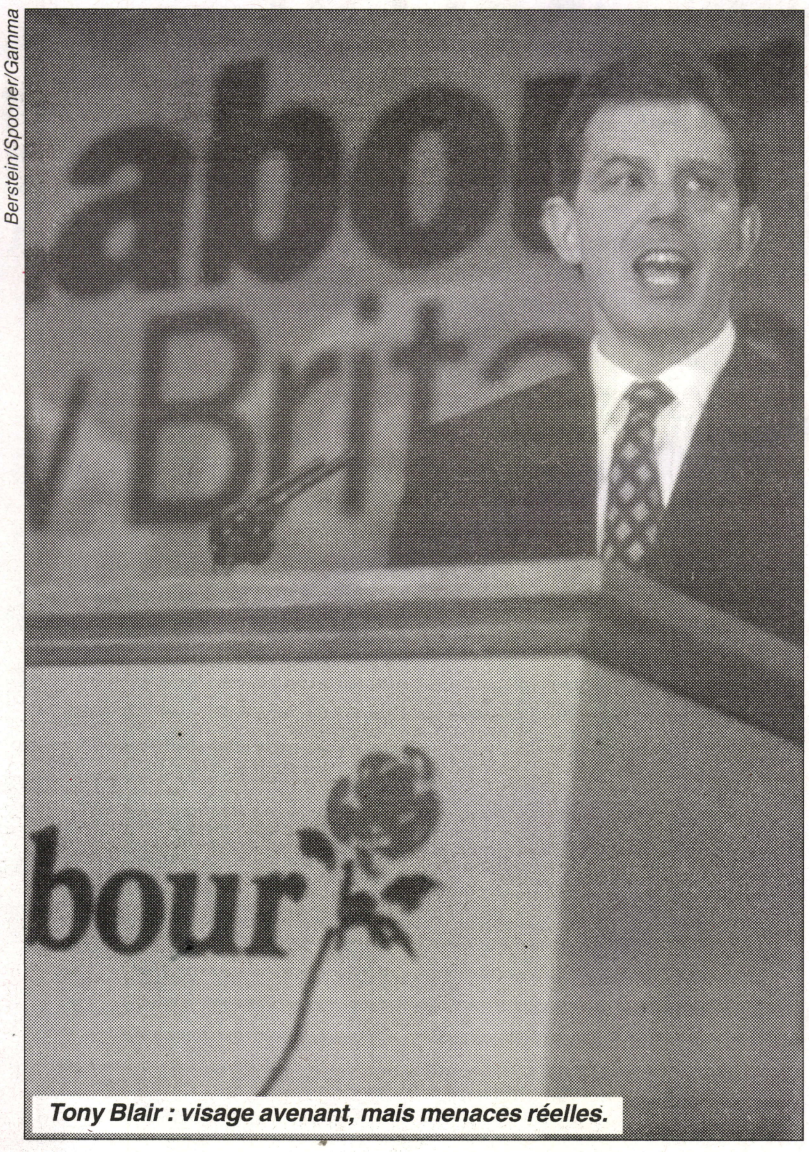
AFP

La police belge n'a pas les mêmes comportements avec des grévistes qu'avec certains gangsters et ministres ripoux.

Grande-Bretagne

L'OUVERTURE DE LA CHASSE... AUX VOIX

Berstein/Spooner/Gamma



Tony Blair : visage avenant, mais menaces réelles.

A moins d'un an des élections parlementaires, la rentrée politique en Grande-Bretagne coïncide avec l'ouverture de la chasse... aux voix. A peine interrompue par les congés, la campagne électorale a redémarré sur les chapeaux de roues.

Les Conservateurs au pouvoir avaient tiré les premiers dès le mois d'août, en placardant dans tout le pays d'énormes affiches noires où une paire d'yeux rouges, fous et démoniaques à souhait à la façon des bandes dessinées, fixaient le passant dans les yeux en lui jetant le nouveau slogan politique de la campagne du Premier ministre Major – « *Nouveau travaillisme, nouvelle menace* ». Ce à quoi le leader du « nouveau travaillisme » Tony Blair avait rétorqué en traînant les Conservateurs devant les tribunaux pour avoir usé de méthodes « déloyales » en le caricaturant, lui, Tony Blair, sous les traits de ce démon satanique... Ce qui a conduit les juges à discuter le plus sérieusement du monde de la ressemblance entre le démon des affiches et Tony Blair pour finalement... lui donner raison.

Pas plus le ridicule que l'indigence des arguments politiques ne semblent plus émouvoir les rivaux dans la course au pouvoir. Il est vrai qu'il est désormais pratiquement impossible de distinguer les programmes des deux grands partis, tant Blair et les « nouveaux travaillistes » ont fait le ménage en se débarrassant des derniers restes du vieux langage de gauche de leur parti. Et en fait de débat politique, il ne reste plus qu'une surenchère démagogique d'arguments réactionnaires.

C'est ainsi qu'en réponse à la série de grèves de 24 h qui ont affecté, en ordre dispersé, les postes, le métro londonien et une partie des chemins de fer durant l'été, les dirigeants des deux partis viennent de produire chacun leur projet visant à restreindre le droit de grève dans les services publics. Et comme il fallait s'y attendre, le plus radicalement antiouvrier est celui du Parti Travailliste.

Tony Blair a choisi l'ouverture du congrès annuel de la confédération syndicale TUC pour rendre public son projet qui interdirait de fait totalement le droit de grève en imposant un système d'arbitrage obligatoire, non seulement dans les services publics mais également dans tous les secteurs économiques réputés « vitaux ». Ni Thatcher ni Major n'avaient osé aller si loin jusqu'à ce jour, même pas en parole !

Comme quoi Blair a beau répéter que le « nouveau travaillisme » aurait rompu le cordon ombilical qui retenait historiquement le Parti Travailliste au mouvement syndical, cette annonce n'en a pas moins pour but de faire jouer l'éternel argument du Parti Travailliste pour faire valoir ses services aux yeux de la bourgeoisie – le fait qu'à la différence des Conservateurs, il peut compter sur l'aide de la bureaucratie syndicale pour faire avaler aux travailleurs les mesures antiouvrières que souhaite la bourgeoisie et contenir tout risque de mouvements sociaux.

Et, à en juger par le montant record des sommes versées par les grandes entreprises aux fonds électoraux du parti de Blair, il faut croire que le patronat britannique n'est pas insensible à cet argument, malgré le niveau très bas des luttes sociales de ces dernières années. Espérons que l'avenir confirmera leurs inquiétudes.

François ROULEAU

Italie

La ligue du Nord et la «sécession de la Padanie» :

BOSSI, UN DÉMAGOGUE QUI TIENT LE HAUT DU PAVÉ

Bossi voudrait que le Nord de l'Italie, la partie la plus riche, jusqu'à la l'Émilie-Romagne, fasse bande à part.

15 septembre : en Italie c'est ce jour-là, si l'on en croit le leader de la Ligue du Nord Umberto Bossi, que devrait naître un nouvel Etat : la Padanie.

Bossi, qui a fait de l'anti-méridionalisme son principal moyen d'ascension politique, proclame en effet que désormais la sécession du Nord de l'Italie est inévitable. Il appelle donc le 15 septembre à des manifestations au cours desquelles une chaîne humaine symbolique se déploierait le long du Pô pour proclamer la naissance de la Padanie. Groupant les régions les plus riches de l'Italie du Nord – du Piémont à la Lombardie, la Vénétie, la Ligurie –, celle-ci se séparerait du Centre, autour de Rome, et surtout du Sud pauvre et déshérité.

Comment tenir la « Une »

Bossi est expert en proclamations provocatrices et déclarations théâtrales. Cette annonce de la « sécession » du 15 septembre fait évidemment partie de cet attirail grâce auquel, sans que personne le prenne vraiment au sérieux, il réussit tout de même à tenir chaque jour ou presque la « Une » de l'actualité italienne. Chacun y est allé de sa déclaration pour condamner l'initiative de Bossi ; le président de la République et les évêques, le leader du parti d'extrême-droite Alliance Nationale ont affirmé leur défense de l'Italie une et indivisible. Bertinotti, le dirigeant de « Rifondazione comunista » (la partie du PC qui a gardé l'appellation communiste), a proposé que les métallurgistes fassent grève contre le leader de la Ligue du Nord. Mais celui-ci n'a cure de tout cela et, au contraire, se sert de ces condamnations pour se mettre en valeur et accréditer l'idée qu'il est, dans le système politique, le seul véritable empêcheur de tourner en rond. Et c'est toute sa recette.

L'ascension électorale de la Ligue du Nord date maintenant de plusieurs années. Sa démagogie se compose d'un bric-à-brac de préjugés dans lesquels une partie de l'électorat s'est retrouvée, parce que ce sont les siens : selon lui l'Etat italien prélève de l'argent sur le Nord riche et industrieux pour le redistribuer au Sud, mafieux et paresseux, ou aux fonctionnaires inefficaces de Rome. Si le nord de l'Italie était indépendant il serait, selon Bossi, « *aussi riche que la Suisse* ». Et ses discours ne sont pas non plus exempts de racisme envers les Méridionaux italiens, ou de xénophobie envers les immigrés dits « extra-communautaires », c'est-à-dire venant d'Afrique du Nord, du Moyen-Orient, d'Ethiopie ou d'Afrique noire.

Le seul critère des discours incohérents de Bossi, c'est que cela plaise à l'électorat : et cela plaît à bon nombre de petits bourgeois du Nord, dont cela flatte l'orgueil imbécile de ne pas être aussi pauvres que les gens du Sud, mais aussi à une fraction de travailleurs sans conscience de classe qui préfèrent voir l'ennemi dans l'immigré ou le chômeur du Sud que dans le grand patronat. Quitte pour certains à déclarer, pour se défendre, qu'ils se moquent bien de la sécession et des autres âneries proférées chaque jour par le leader de la Ligue du Nord : leur vote, prétendent-ils, est « *un vote protestataire* », tout comme en France certains affirment voter Le Pen non pour ce qu'il représente mais parce que le Front National serait un parti « anti-système ».

Une voie de garage pour le mécontentement

Mais du système capitaliste, Bossi fait évidemment entièrement partie, tout comme Le Pen d'ailleurs. Et le résultat de ses déclarations provocatrices est justement de détourner l'attention des véritables raisons de la crise, du chômage et de toutes les difficultés sociales. L'ennemi de l'ouvrier du Nord n'est plus le capitaliste qui l'exploite, mais l'immigré ou l'ouvrier du Sud sur le travail duquel, pourtant, le grand capital italien s'est construit autant que sur celui de l'ouvrier du Nord. Et à l'heure où la bourgeoisie italienne, du Nord comme du Sud, de Milan comme de Rome, impose à tous les travailleurs du pays une politique d'austérité draconienne, ce n'est pas cette politique que Bossi ou ceux qui votent pour lui mettent en cause ; comme si c'était une question de régions, de Lombards ou de Romains, de gens du Sud ou de gens du Nord !

Le calcul de Bossi est d'ailleurs aujourd'hui assez clair, dans un contexte où, depuis le printemps dernier, c'est un gouvernement dit de gauche qui est au pouvoir à Rome. Le Premier ministre, le démocrate-chrétien Romano Prodi, s'appuie sur une coalition regroupant les Verts, le PDS (Parti Démocratique de la Gauche, ex-Parti communiste) et même sur « Rifondazione comunista », qui lui a voté la confiance. Mais en fait de politique « de gauche », il s'agit de la même politique d'austérité que partout ailleurs ; à la différence près que l'appui de la gauche et des syndicats est, pour la bourgeoisie italienne, une assurance que les attaques antiouvrières passeront plus facilement et sans trop de réactions, comme cela a pu être le cas en France pendant la période mitterrandienne.

C'est un contexte dans lequel Bossi et la Ligue du Nord peuvent espérer cristalliser autour d'eux le mécontentement d'une bonne partie des déçus que cette politique ne manquera pas de faire. Il y a concurrence, sur ce point, entre la Ligue du Nord et l'Alliance Nationale d'extrême-droite. Et plus Bossi parle fort et tient la « Une » des journaux, plus il peut espérer marquer des points.

En attendant, bien sûr, la « sécession » du 15 septembre a tout d'une triste farce. Mais il serait grave que, dans la période qui vient, la seule opposition à la politique d'un Prodi soit monopolisée par d'aussi sinistres démagogues que les Bossi et consorts.

André FRYS

Manifestation de la Ligue du Nord pour l'indépendance de la « Padanie » en juin 1996.

Olympic/Gamma

Chine

VINGT ANS APRÈS LA MORT DE MAO

A l'occasion du vingtième anniversaire de la mort de Mao Zedong, le 9 septembre 1976, la presse a rappelé les épisodes sanglants du régime instauré par celui-ci le 1er octobre 1949. Et elle n'a pas manqué de les attribuer au «communisme» proclamé de ce régime, tout en soulignant que, depuis la mort du dictateur, la Chine avait pris un virage radical et entrepris des «réformes» en s'ouvrant à l'Occident.

AFP

Mao et Nixon en 1972, au moment où, guerre du Vietnam oblige, les Etats-Unis décidèrent de se rapprocher de la Chine.

Que ces commentateurs ne disent trop rien des conséquences des «réformes», de ce «*socialisme de marché*», comme disent les successeurs de Mao, largement ouvert aux investissements occidentaux, où le profit est roi et l'immense majorité de la population frappée de misère, cela ne surprend guère.

Les dizaines de millions de morts de la famine qu'engendra l'échec du Grand Bond en Avant (1959-1961), les millions de victimes d'autres campagnes politiques dont la Révolution Culturelle (1966-1969) sont évidemment à mettre au compte du régime maoïste. Mais ces journalistes et commentateurs qui y voient la marque de ce qu'ils appellent le «communisme» font preuve d'une grande ignorance de l'histoire, si ce n'est d'une totale mauvaise foi.

Il y a, par exemple, un voisin de la Chine qui, lui, n'a pas connu ce que la presse appelle le «communisme» : l'Inde, où, que l'on sache, la population n'a cessé de connaître des famines meurtrières, l'horreur d'une société de castes, les massacres à prétexte religieux. L'Inde n'a jamais été, comme la Chine de Mao, coupée du monde occidental. Pourtant, elle n'a pas échappé à la pauvreté, à l'arriération sociale et économique, comme on nous dit que la Chine devrait le faire maintenant qu'elle voudrait renouer avec la «civilisation occidentale».

Et puis, il faut quand même rappeler que si ouverture il y a maintenant, elle a eu un précédent au XIXe siècle. C'est à coups de canon que la Grande-Bretagne, avec la France dans son sillage, imposa alors à la Chine d'ouvrir ses frontières à l'opium provenant des colonies de l'Europe en Asie et aux marchandises européennes. La Chine en fut dévastée économiquement, la population soumise à des famines effroyables et, quand elle se révoltait, massacrée par les seigneurs de la guerre, ces militaires féodaux bien représentatifs des classes dirigeantes et possédantes chinoises transformées en relais corrompus des puissances occidentales qui avaient placé le pays sous leur tutelle en le dépeçant.

La révolution chinoise de 1949 ne se donnait pas pour objectif le communisme.

C'est pour tenter de sortir le pays de cette situation que Mao prit le pouvoir fin 1949. Il ne se fixait pas comme but le communisme, c'est-à-dire d'abolir l'exploitation de l'homme par l'homme, de réorganiser l'économie à l'échelle mondiale pour mettre les moyens de production au service des besoins de tous et non pas d'une minorité privilégiée. Mao a seulement conduit une lutte nationaliste pour doter la Chine d'un État qui ne soit pas une simple agence des intérêts des grandes puissances.

Mao tenta de convaincre la bourgeoisie nationale chinoise – à qui il réservait une place de choix dans son «*bloc des quatre classes*» – qu'elle avait tout intérêt à le soutenir. Ce qu'elle fit, au début en tout cas, tant le régime précédent de Tchang Kaï-Chek était honni de tous, y compris des bourgeois qu'il rançonnait. Mao essaya aussi de persuader les puissances impérialistes qu'il ne leur était pas hostile, pourvu qu'elles le laissent tenter de sortir la Chine du sous-développement.

Mais Mao, comme plus tard Castro, se heurta à un refus violent de l'impérialisme. États-Unis en tête, celui-ci décréta le blocus du pays et mena la guerre dans la Corée voisine qui voulait, elle aussi, secouer la tutelle occidentale.

Pour faire face, le régime n'eut pas d'autre choix que de se tourner vers l'URSS, dont il espérait une aide militaire et économique. La Chine maoïste emprunta à l'URSS certaines méthodes ayant permis à celle-ci de résister à un environnement hostile : on nationalisa l'économie, l'État prit le relais d'une bourgeoisie nationale de toute façon trop faible et corrompue pour vouloir développer le pays.

De l'impossibilité d'un développement économique national harmonieux...

Cet étatisme fut, entre les mains du régime, un moyen d'assurer un mini-décollage économique du pays. Ce fut aussi, sinon surtout, un moyen de maintenir la population sous son contrôle et de pressurer la multitude paysanne, afin d'en extraire de quoi construire un embryon d'industrie moderne. Outre aider à régler des comptes dans les sommets dirigeants, ce fut d'abord à cela que servirent les campagnes menées régulièrement par le régime, qu'il s'agisse du Grand Bond en Avant ou de la Révolution Culturelle.

En ce domaine, il n'y eut pas une ligne maoïste unique, mais une succession de tentatives, souvent contradictoires, pour développer l'économie. Sans réel succès. Et c'est bien parce que l'impérialisme, qui restait maître d'un jeu international que le maoïsme ne contestait pas, modifia son attitude à l'égard de la Chine au début des années soixante-dix, que le régime allait pouvoir prendre le chemin des «réformes».

Ainsi, les dirigeants américains, constatant leur impossibilité à gagner la guerre du Vietnam, se tournèrent vers la Chine, en tant qu'État le plus puissant de la région, pour en faire le gardien de l'ordre mondial dans le Sud-Est asiatique.

... au retour dans le giron de l'impérialisme

C'est cela qui permit le cours «réformateur» des dirigeants chinois, même si ce revirement américain coïncida presque avec la disparition de la plupart des gérontes du régime, Mao, Zhou Enlai, Zhu De.

Il y a trois ans, le régime a célébré avec éclat le centième anniversaire de la naissance de Mao, même si la Chine d'aujourd'hui, avec l'enrichissement fulgurant d'une minorité de possédants, la disparition de maigres protections sociales, la misère qui s'étale partout avec la prostitution, la criminalité, la vente des femmes et des enfants, ne ressemble plus guère à la Chine maoïste, ou en tout cas à l'image que les autorités souhaitaient en donner.

C'est que la bourgeoisie chinoise, celle de la nomenklatura d'État ou des familles riches émigrées, aurait le droit d'être reconnaissante à Mao. Il lui a laissé un pays unifié, une armée, une administration, un appareil d'État, un embryon d'économie développée, dont l'avait privée plus d'un siècle de domination semi-coloniale.

Ce que cette bourgeoisie fera de cet héritage, on peut l'imaginer. Son avidité à s'enrichir la rend prête à vendre tout et tous, à commencer par ces millions de paysans qui, chassés des campagnes, s'entassent dans les faubourgs ouvriers des zones économiques dites libres. Là, le régime les loue pour quelques francs par jour et 10 à 14 heures d'une exploitation infâme à des firmes occidentales qui désertent Hong-Kong, Singapour ou la Corée parce que les salaires, bien que misérables, y sont plus élevés. C'est cela le «miracle» chinois sur lequel s'extasie la presse occidentale !

Mais c'est cela aussi, une exploitation sans fard, qui peut pousser la classe ouvrière chinoise à se dresser contre cet ordre injuste. En tout cas, c'est bien ce qu'il faut souhaiter.

Pierre LAFFITTE

LO

Le développement – très relatif – de la Chine, se fait au prix d'une exploitation et d'une misère générale.

Afrique du Sud

Derrière les symboles de l'après-apartheid

Le gouvernement de Nelson Mandela vient de célébrer en grande pompe ce qu'il qualifie de «*symbole de l'après-apartheid*». Il s'agit de la prise de contrôle par NEC, un «consortium noir», d'une importante holding financière, Johnnic, qui était jusque-là contrôlée par la multinationale minière Anglo-American.

Symbolique, cette opération l'est en effet, et au plus haut point, mais certainement pas d'une quelconque victoire des Noirs pauvres d'Afrique du Sud, comme le prétend Mandela.

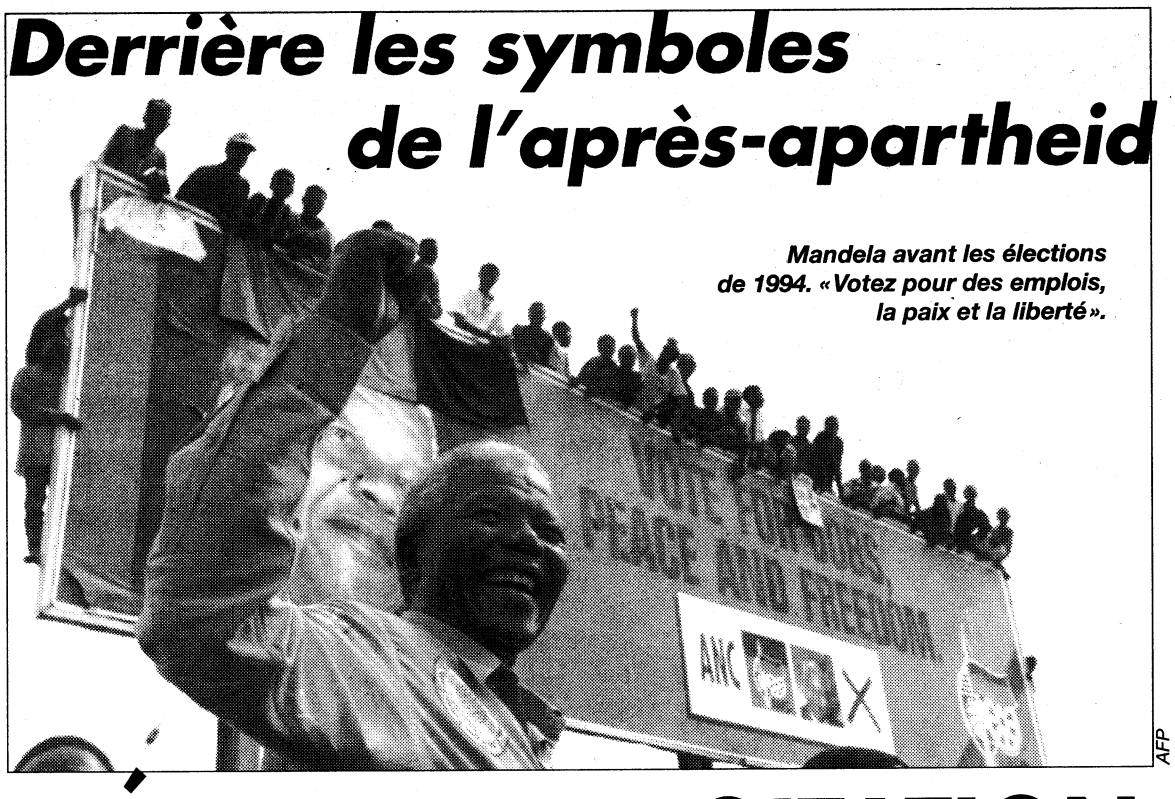
Cette transaction s'est réalisée à la suite de longues négociations entre Cyril Ramaphosa, vice-président de New Africa Investment, la principale des nouvelles entreprises financières noires, et Nicky Oppenheimer, le chef de la famille du même nom qui contrôle Anglo-American. Or ces deux partenaires sont de vieilles connaissances. Cyril Ramaphosa n'est autre que l'ancien président du syndicat des mineurs NUM qui, tout au long des années 1980, a dirigé les luttes héroïques de centaines de milliers de mineurs noirs contre la famille Oppenheimer justement.

Après avoir été nommé secrétaire général du Congrès National Africain de Mandela, puis ministre de son gouvernement, Ramaphosa a fini par quitter le gouvernement (mais pas son siège de président du Parlement) pour prendre place à la tête d'un conseil d'administration. En cela, il est le chef de file de toute une couche de politiciens noirs nationalistes qui, une fois hissés au pouvoir grâce aux combats des masses pauvres contre l'apartheid et au prestige qu'ils avaient acquis en se portant à la tête de ces combats, se sont empressés de se mettre au service du capital, y compris de cette bourgeoisie blanche sud-africaine responsable de près d'un demi-siècle d'apartheid.

Mais tout aussi symbolique de la situation actuelle est, par exemple, la comédie choquante montée en juillet par une société de fonderie, NF Die Casting, filiale d'Anglo-American, qui, sous prétexte de recruter 80 salariés, invita les 7000 postulants à assister, dans le plus grand champ de course de Johannesburg, au tirage d'une loterie destinée à désigner les «heureux élus». Et ayant joué ainsi avec les espoirs de milliers d'ouvriers que les mille francs par mois qu'on leur faisait miroiter auraient pu sortir de la misère, les dirigeants de NF Die Casting se félicitèrent de leur «équité».

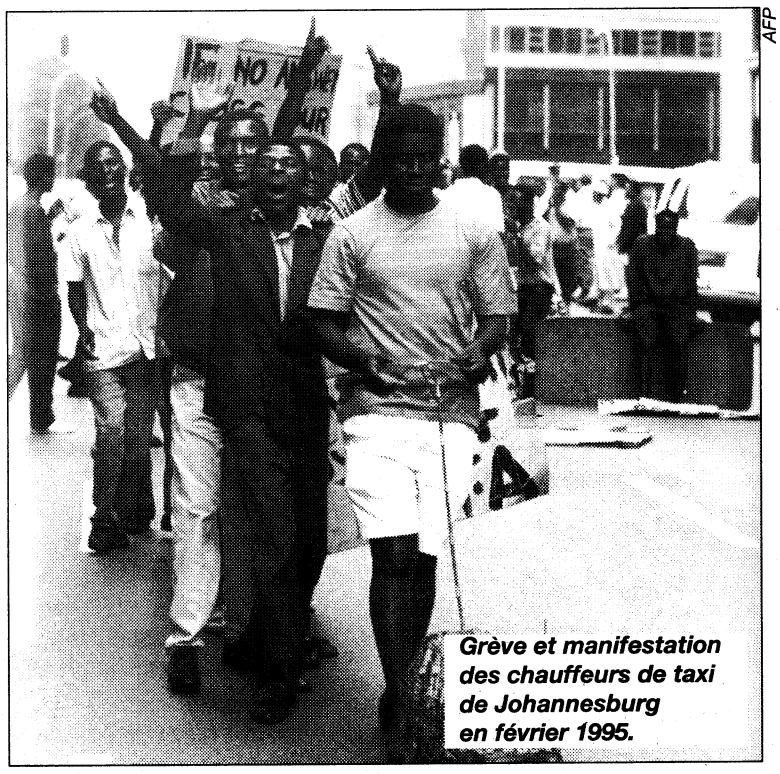
Les travailleurs noirs assistent ainsi à l'ascension fulgurante de leurs anciens dirigeants, ils les voient vivre dans des villas luxueuses, protégées, comme celles des riches blancs, par des gardes armés en uniformes. Il les voient fraterniser avec les maîtres des tortionnaires d'hier pendant qu'eux devraient se contenter du chômage et de la misère qui pèsent de plus en plus lourdement sur la population et supporter la morgue et l'arrogance des Oppenheimer. C'est cela la réalité de l'après-apartheid, pour l'instant mais peut-être pas pour toujours.

François ROULEAU



Mandela avant les élections de 1994. «Votez pour des emplois, la paix et la liberté».

AFP



Grève et manifestation des chauffeurs de taxi de Johannesburg en février 1995.

AFP

LES RÉALITÉS DE L'EXPLOITATION

«RÉCONCILIATION NATIONALE» SUR LE DOS DES VICTIMES DE L'APARTHEID

Un ancien colonel de la police d'Afrique du Sud du temps de l'apartheid a été reconnu coupable de l'assassinat de cinq Noirs et se trouve sous le coup de 121 autres chefs d'accusation. Pourtant il est peu probable qu'il soit jamais poursuivi.

Son cas n'est pas exceptionnel. Nombre de ses pareils ont bénéficié, avant lui, de l'absolution d'une commission créée en 1994 lors de l'arrivée au pouvoir du Congrès National Africain (ANC) de Nelson Mandela. Cette commission dite de «vérité et de réconciliation» distribue des amnisties pour les crimes commis durant l'apartheid. Mise en place prétendument pour répondre aux vœux de la population noire de ne pas laisser les crimes de l'apartheid impunis, cette commission a surtout servi à apaiser les craintes de la minorité blanche et à protéger les cadres de l'appareil d'État qui, en vertu du règlement politique précédant le démantèlement de l'apartheid, ont pour la plupart conservé leur poste. Il n'était en effet pas question, ni pour les leaders de la bourgeoisie blanche, ni pour ceux de l'ANC, de toucher à l'appareil d'État de la bourgeoisie.

C'est pourquoi dès sa création, la commission a entériné l'amnistie totale de 3200 gradés de la police, négociée en secret dans le cadre du règlement politique. En mai dernier, on l'a vue relaxer trois anciens dirigeants des services secrets, reconnus responsables de la création de «commandos de la mort» chargés d'exécuter des militants de la cause noire. D'autres, dont un ancien chef de la police, ont été absous au nom des «impératifs normaux» du maintien de l'ordre, malgré leur rôle dans le massacre de KwaMakhuta, qui fit 13 morts en 1987. En revanche, cette commission a refusé d'enquêter sur les responsabilités dans le meurtre de Steve Biko, ce jeune journaliste devenu le symbole du soulèvement de Soweto en 1976, qui fut assassiné en prison peu de temps après.

En revanche, si cette commission s'est montrée plus que clémente à l'égard des hauts responsables, elle se rattrape, si l'on peut dire, en ne faisant pas de cadeaux aux lampistes. C'est ainsi que, début septembre, elle a refusé l'amnistie à deux agents de sécurité qui avaient abattu un Noir en 1991 à Johannesburg. Le même jour, elle refusait également l'amnistie à un ancien militant de l'organisation de jeunesse de l'ANC qui avait tué un policier en 1993.

Car – réconciliation oblige – il s'agit aussi de minimiser les crimes abominables de l'apartheid, pour mieux les repousser dans le passé et calmer les aspirations à la revanche encore largement répandues dans la population noire.

Fin août, l'ancien président du régime de l'apartheid, F.W. De Klerk, est ainsi venu témoigner à la barre, regrettant ce qu'il a appelé «*les erreurs du passé*», tout en se refusant à aller jusqu'à condamner l'apartheid lui-même, mettant ces «*erreurs*» au compte de débordements individuels.

Le lendemain, c'était le tour de Thabo Mbeki, vice-président du nouveau régime et dauphin désigné de Mandela, de venir s'expliquer à la barre, cette fois sur les exactions commises par l'ANC dans ses camps d'entraînement en Angola, et reconnaître qu'entre 1981 et 1989, une trentaine de ses membres avaient été exécutés et d'autres torturés sous prétexte de collaboration avec le régime de Pretoria. Mais ce faisant, Mbeki a menti d'une façon tout aussi éhontée que De Klerk. Car on sait depuis longtemps en Afrique du Sud, depuis que les rescapés de ces camps sont revenus au pays à partir de 1990, que l'ANC y a fait régner la discipline par la terreur, n'hésitant pas à éliminer les opposants politiques et à écraser dans le sang plusieurs mutineries provoquées par la brutalité de ce régime.

Mais la coïncidence de ces deux dépositions n'était évidemment pas fortuite. La seconde n'était là que pour contrebalancer la première.

Pour satisfaire leurs ambitions sociales et politiques, les dirigeants nationalistes de l'ANC ont dévoyé les luttes et les sacrifices des masses pauvres qui avaient placé leur confiance en eux. Aujour-d'hui, ils sont même prêts à se servir des cadavres de leurs propres victimes pour minimiser les crimes odieux de l'apartheid et faciliter leur durable collaboration avec les anciens tortionnaires.

France Télécom

DES GROS SOUS QUI INTÉRESSENT BEAUCOUP DE MONDE

AFP

Manifestation contre la privatisation de France Télécom. L'Etat, lui, a pris la caisse.

Le président de France Télécom, Michel Bon, annonce fièrement que l'entreprise sera prête pour être introduite en Bourse en avril 1997 – du moins pour une première tranche de la partie de son capital que l'État a décidé de vendre au privé. France Télécom doit, en effet, devenir une société anonyme (dans laquelle l'État conservera 51 % des parts, 49 % étant privatisés) à partir du 1er janvier prochain.

C'est l'aboutissement d'un processus de plusieurs années, dont le jalon important avait en fait été posé en 1990 par la loi patronnée par le ministre socialiste Paul Quilès. Cette loi scindait ce qui était les PTT, une administration d'État, entre d'un côté La Poste et de l'autre France Télécom, devenue établissement autonome avec un statut particulier.

En mars de cette année, Juppé a relancé la transformation de France Télécom à un rythme tel qu'à la fin juin, le monopole de toujours de l'État français sur les télécommunications était officiellement aboli, et la loi faisant de l'entreprise une société semi-privatisée était adoptée par le Parlement.

Des enjeux financiers importants

Les objectifs que le gouvernement poursuit à travers cette privatisation partielle sont clairs. Il s'agit d'offrir aux trusts les secteurs générateurs de profits, en laissant à la charge de l'État, du service public, ce qui est moins intéressant ou qui ne peut être géré qu'«à perte» (au sens capitaliste du terme, bien entendu!).

Les télécoms étaient déjà devenues, au sein des PTT, le secteur rentable, faisant de gros bénéfices d'exploitation chaque année. Les investissements de base indispensables, de même que les travaux de recherche, toutes activités non rentables, avaient été financés auparavant, dans le passé et aussi particulièrement dans les années 1970, par l'argent public, dans le cadre du service public. Désormais, une série de services nouveaux utilisant les infrastructures et les réseaux en place commençaient à se multiplier, à la faveur d'innovations technologiques, en promettant de rapporter gros. Plusieurs groupes capitalistes parmi les plus puissants n'ont pas manqué de s'intéresser de plus en plus à cette branche estimée porteuse de profits mirifiques dans l'avenir : Bouygues ou la Générale des Eaux notamment – pour ce qui concerne la France. On voit déjà la concurrence qu'ils se livrent sur le marché du téléphone portable.

L'État n'a évidemment rien à refuser à «ses» trusts de ce qui est susceptible de leur rapporter du profit. Toutefois, il y a aussi un autre aspect à la question : l'État lui-même court après l'argent frais. On a déjà vu Balladur, en son temps, affecter l'argent retiré de privatisations au budget général. Or, les banques évalueraient actuellement France Télécom entre 100 et 200 milliards de francs : même 49 % de ces sommes, c'est beaucoup et c'est alléchant ! Même si cette vente des «bijoux de famille» de l'État n'est pas encore faite et n'est prévue de toute façon qu'en au moins deux fois.

Le pactole de l'argent des retraites

Or, le gouvernement a des besoins pressants.

C'était déjà une habitude des gouvernements successifs de puiser dans les bénéfices des télécoms pour leurs besoins courants, et on le revoit aujourd'hui de manière particulièrement crue avec l'affaire de l'argent des retraites du personnel.

Puisque c'est l'État qui devra désormais payer les retraites des agents et non plus France Télécom, celle-ci a dû lui verser en contrepartie, en vue de faire face au paiement de ces pensions dans l'avenir, une «soulte», c'est-à-dire une contribution unique et exceptionnelle, pour solde de tout compte. Mais, au lieu de placer la somme (37,5 milliards de francs, un vrai magot) en réserve – par exemple, en la versant à la Caisse des dépôts et consignations pour la faire fructifier, comme cela s'était fait, selon *Le Monde*, avec une soulte analogue versée lors de la privatisation de la SEITA – le gouvernement a décidé de se saisir immédiatement de la plus grande partie de ce pactole pour l'ajouter au chapitre des recettes ordinaires du budget 1997…

Un tour de passe-passe, qui permet d'afficher une réduction du déficit budgétaire (de compenser les 25 milliards de réductions des impôts annoncés par Juppé?). Et pour l'avenir? Après eux, le déluge sans doute.

C. L. G.

SIFA – Orléans

VOITURES DE LUXE DU 20e SIÈCLE CONDITIONS DE TRAVAIL DU 19e

La SIFA, fonderie d'aluminium sous-traitant pour l'automobile, fabrique depuis quelque temps des collecteurs pour Mercedes. Mais, il y a tellement de rebut que la production serait paraît-il très en retard. La direction a donc annoncé, pratiquement du jour au lendemain, le passage du chantier Mercedes en 4x8. Cela présente l'avantage pour elle de faire tourner ses moules en continu six jours sur sept. Une trentaine d'ouvriers sur un peu plus de 300 personnes dans l'usine sont concernés.

Pour nous, cela veut dire des semaines de six jours et de trois jours en alternance, et surtout travailler trois samedis sur quatre, et même jusqu'au dimanche matin 4 heures lorsque nous sommes de nuit. Le changement d'équipe n'est pas bien passé, c'est le moins qu'on puisse dire, surtout le fait d'être prévenu au dernier moment. Mais les ouvriers concernés se sentaient coincés, leur contrat d'embauche précisant qu'ils pouvaient travailler en 3x8 ou en 4x8.

S'il y a de nombreux rebuts sur ce chantier, ce n'est pas étonnant. Ce sont de très vieux moules sur lesquels il y a déjà eu maints problèmes. D'abord, ils s'ouvrent verticalement, alors que tous les autres dans l'usine s'ouvrent latéralement. Et la coulée se fait à la main : il faut soulever une louche d'une quinzaine de kilos de métal en fusion. Quelques jours après le retour des vacances, un ouvrier a eu la jambe brûlée et s'est retrouvé à l'hôpital.

En plus, c'est vraiment tous les jours du bricolage. Pour essayer de réduire le nombre de rebuts, la direction n'a rien trouvé de mieux que d'installer des chalumeaux sur la partie supérieure des moules, c'est-à-dire à la hauteur de nos têtes. Autant dire qu'il vaut mieux être vigilant quand on coule.

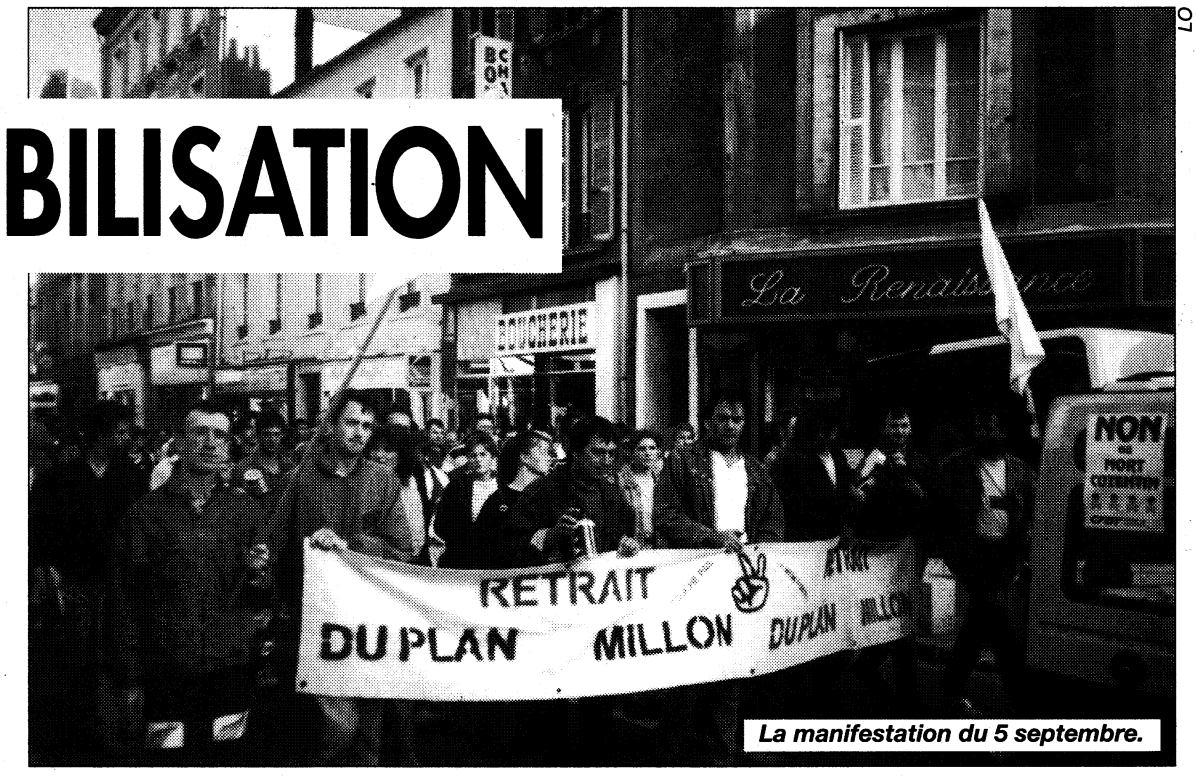
Avec ça, elle ne voulait pas qu'on prenne nos pauses-café : il n'y avait pas de remplaçants. On comprend qu'elle ait du mal à trouver du monde pour travailler dans de telles antiquités. Mais là on n'a pas marché. On a mis les rampes de chauffage et les collecteurs ont attendu qu'on soit revenu de pause.

Ces collecteurs vont sur des voitures qui se vendent dans les 200 000 F. Vu notre paye et nos conditions de travail, on peut dire que les patrons, à commencer par celui de la SIFA, s'en mettent pas mal dans la poche.

Correspondant LO

Arsenal de Cherbourg

MOBILISATION CONTRE LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS



La manifestation du 5 septembre.

«*Sursis pour l'emploi*» titrait la presse régionale du mercredi 11 septembre après l'annonce du ministre de la Défense, Charles Millon, aux élus de la région montés à Paris. En fait, ce dernier n'est pas revenu sur son plan de suppression de 2000 emplois à l'arsenal de Cherbourg, sur les 4100 existant actuellement.

Il a simplement confirmé 500 suppressions de postes pour 1997, et affirmé qu'on verrait après 1998, c'est-à-dire après les législatives! Si la droite l'emporte, elle tentera de continuer d'appliquer son plan, si c'est la gauche, nul doute qu'elle fasse de même, car c'est elle qui a mis en place le plan Joxe de restructuration des arsenaux. Mais cela laisse le temps de voir venir, et de tenter de nous endormir.

Mais personne n'est dupe. Les manifestations se succèdent dans la ville depuis la fin août, au rythme d'au moins une par semaine. La dernière en date, mardi 10 septembre a regroupé plus de 3500 personnes, uniquement de l'Arsenal, en bleu de travail, lors de la journée nationale d'actions concernant tous les arsenaux. La mobilisation a été forte partout. A Brest, 3000 ouvriers ont bloqué la circulation sur les deux ponts, 3000 personnes manifestaient à Lorient et 800 à Nantes. A Cherbourg, la frise en fer forgé datant de 1862 qui surplombe la porte principale, démontée pour réparation, a été promenée dans les rues de la ville par tracteur, accompagnée par vingt ouvriers cagoulés, par peur de la répression, selon les dires des organisations syndicales.

Celles-ci essaient toutes de trouver des actions «médiatiques». La CGT par exemple prévoit un rassemblement vendredi prochain pour brûler les publications de la direction *Info DGA* et *Emergence*. La CFDT, après avoir planté ses croix, multiplie les collages d'affiches «*Non au Mort-Cotentin*» et «*Non à Assedic Park*». Mais en se gardant bien de se servir de la force que représentent 4000 ouvriers mobilisés pour s'adresser aux autres entreprises touchées elles aussi par les problèmes d'emploi, comme Moulinex par exemple. Et en faisant tout pour qu'il n'y ait pas de débordements.

Par exemple vendredi 6 septembre, il y a eu un rassemblement spontané devant les bureaux de la direction. Le responsable nouvellement embauché pour mettre en place les restructurations, qui a déjà sévi chez Renault, remettait son projet à l'administration. Par simple coup de fil parti d'un secteur proche, deux mille personnes se sont rassemblées en quelques minutes devant la direction. Des responsables syndicaux ont calmé le jeu, devant la volonté de nombreux ouvriers de raccompagner manu militari ce triste sire hors de l'usine, et nous appelaient à rejoindre nos ateliers.

Cette riposte, si elle en restait là, ne serait pas à la hauteur des enjeux. En effet, dans l'usine, la direction resserre les boulons. Les chefs sont sur les dents, essaient de nous faire travailler le plus vite possible, les menaces de sanction tombent pour un rien. C'est donc qu'on ne leur fait pas assez peur.

La prochaine action d'envergure est programmée le 5 octobre, avec une marche sur Paris de tous les arsenaux et des travailleurs de la métallurgie. Il serait question d'affréter des trains spéciaux, comme cela s'était fait pour les étudiants l'année dernière. Pour l'instant, personne ne parle de s'associer aux différentes manifestations prévues soit par l'Éducation nationale, soit par les fonctionnaires.

Il serait pourtant nécessaire que l'ensemble de ces protestations, face à une situation qui résulte d'une orientation générale du gouvernement et du patronat, convergent en une lutte de tous les salariés.

Correspondant LO

GIAT-Industries (Saint-Chamond – Loire)

NON AUX SUPPRESSIONS D'EMPLOIS!

Le mardi 10 septembre, les salariés de GIAT-Industries, à Saint-Chamond, étaient appelés par la CGT et la CFDT à débrayer une heure, dans le cadre de la journée d'action dans les arsenaux, contre les suppressions d'emplois programmées à Saint-Chamond et dans tout le groupe. Le débrayage a été suivi par un peu moins de la moitié du personnel.

GIAT-Industries, créé en 1990, est l'héritier des arsenaux de l'État en matière d'armement terrestre. Les principales productions de l'entreprise sont les fusils et les engins blindés, le char Leclerc en particulier.

Annoncées au CCE du 23 mai dernier, les suppressions d'emplois visaient, au niveau de tout le groupe, 2569 salariés pour un effectif de 11128. Pour l'usine de Saint-Chamond, qui compte 878 salariés, il était prévu 299 suppressions d'emplois, dont 30 départs par des mesures de retraite anticipée. Théoriquement, la direction n'annonçait pas de licenciements, mais diverses mesures : reclassements dans la Fonction publique, départs volontaires, reclassements dans le secteur privé, mutations vers d'autres sites de GIAT-Industries. Une réduction du temps de travail était aussi dans l'air, mais la direction affirmait clairement qu'elle ne pouvait aboutir à ce qu'il y ait moins de suppressions d'emplois. Dans les discussions, il serait question d'un horaire hebdomadaire de 35h06mn, avec une perte de salaire allant de 2,5 à 3%.

Ces mesures envisagées semblent aléatoires pour certaines (comment la Fonction publique, où l'on réduit les effectifs, pourrait-elle accueillir des salariés de GIAT?), peu attractives pour d'autres (les mutations) ou même irréalistes (les reclassements dans le privé).

Les salariés de GIAT-Industries ont d'autant moins de raisons d'accepter les plans de la direction que celle-ci a été prise en flagrant délit de gaspillage. Après avoir décroché une grosse commande de chars Leclerc pour les Emirats Arabes Unis (30 milliards de francs au total) et obtenu des versements anticipés par son client (peut-être 50% du total), les directeurs de GIAT-Industries se sont lancés dans des spéculations financières avec les sommes ainsi encaissées, créant même leur propre salle de marchés à cet effet. Ils ont réussi, en deux ans, à perdre entre 1,8 et 2,6 milliards de francs. Et ce sont eux qui réclameraient des efforts aux salariés?

Il serait donc nécessaire que les salariés de GIAT-Industries ajoutent à leurs revendications celle de l'ouverture des livres de compte de la direction, afin de savoir où est passé l'argent des subventions de l'État, quels individus et quelles firmes (nationalisées ou privées) en ont profité.

Ce n'est pas là la priorité de la CGT, syndicat majoritaire à Saint-Chamond. Comme les dirigeants de la fédération CGT des travailleurs de l'État à laquelle elle appartient, elle a des accents plus nationalistes que lutte de classe. Ainsi, dans un tract du mois de mars dernier, la CGT écrivait, sous le titre *La défense nationale abandonnée!* : «*Les sombres prévisions sur l'industrie d'armement sont les conséquences de choix politiques répondant aux critères de Maastricht. (...) Après l'abandon de la monnaie nationale, la «dénationalisation» de notre Défense nationale constitue un nouveau coup grave contre la France et son indépendance. Après les abandons qui se profilent dans les domaines de l'énergie et des communications, il y a lieu de redouter qu'au bout du compte, ce soit l'effacement de la France en tant que Nation.*» Clovis va-t-il être appelé à la rescousse?

La fabrication d'armements est, bien sûr, comme toute industrie, un moyen de créer des profits pour la classe capitaliste. C'est aussi le moyen d'assurer, via l'armée, la défense des intérêts des possédants. Et bien sûr, une société réellement soucieuse de développement et de relations égales entre les peuples se débarrasserait des guerres et consacrerait le potentiel industriel des usines d'armement à fabriquer les biens collectifs qui manquent aujourd'hui, même en France. Mais ce n'est évidemment pas cela qui motive aujourd'hui la politique gouvernementale. Et en attendant, ce n'est pas une raison pour que les travailleurs de ce secteur fassent les frais de la gestion capitaliste. Comme et avec les travailleurs de tous les autres secteurs concernés par des suppressions d'emplois, ils doivent se battre pour que ce soit les possédants qui payent, et pas les travailleurs.

Correspondant LO

L'inégalité sociale en chiffres

L'INSEE vient de publier un tableau de l'état du « patrimoine des Français » bien révélateur des inégalités sociales.

Leur patrimoine moyen (c'est-à-dire le total de leurs possessions telles que logement, voiture, épargne) se monte à 820 000 F par ménage. Mais c'est une moyenne sans signification. Car les 5 % les plus riches détiennent à eux seuls 40 % du patrimoine global... tandis que la moitié des ménages, 50 %, n'en possède que 8 %.

Parmi ces derniers, la moitié, c'est-à-dire 25 % de la population française, cumule en tout... seulement 1 % de la richesse globale !

Bref, le quart de la population ne possède rien, tandis que les 5 % les plus riches possèdent près de la moitié des richesses du pays.

L'étude porte sur l'année 1992. L'INSEE, s'appuyant sur une enquête réalisée début 1996, annonce qu'il y aurait eu ces dernières années un léger « tassement » des plus gros patrimoines. A y regarder de plus près, ce serait surtout dû au fait que le prix des immeubles parisiens de luxe, qui font partie du patrimoine des très riches, a baissé.

Mais les immeubles existent bel et bien, leur prix peut remonter et, de toute façon, ce « tassement » ne concernerait que les très riches. Pendant ce temps, bien des ménages ont basculé dans la pauvreté. Cela, il n'y a pas besoin de statistiques pour le savoir.

Montreuil (Seine-Saint-Denis)

Expulsés du foyer Nouvelle France

LES TRAVAILLEURS AFRICAINS TOUJOURS À LA RUE

Les baraques Algéco de l'ancien foyer, démolies au bulldozer le 4 juillet dernier. AFP

Deux mois après la destruction au bulldozer du foyer de la Nouvelle France à Montreuil, qui avait jeté à la rue 330 résidents en majorité maliens, aucune solution satisfaisant les expulsés n'a encore été trouvée.

Après l'expulsion, les résidents avaient été accueillis à la « Maison pour Tous », une association protestante de Montreuil. Mais il avait été convenu que cet hébergement ne pouvait être que provisoire. Le 5 septembre dernier, les expulsés se sont donc retrouvés à la rue et, comme ils l'avaient déjà fait au lendemain de leur première expulsion, ils se sont retrouvés à camper devant la mairie.

Dès le lendemain, le maire Jean-Pierre Brard, qui vient de démissionner du PCF, a fait appel à la police pour que les travailleurs africains soient repoussés d'une trentaine de mètres, vers l'esplanade de la Bourse du Travail, où ils avaient déjà séjourné en juillet dernier.

Finalement, les ex-résidents de la Nouvelle France sont allés occuper un immeuble de bureaux appartenant à la Ville. Mais, samedi 7 septembre, le maire faisait à nouveau appel à la police pour les faire expulser. Et les travailleurs expulsés ont dû retourner sur l'esplanade de la mairie, où on pouvait les voir lundi après-midi. Mais lundi soir, suite à une nouvelle demande du maire, ils étaient à nouveau expulsés par la police, et cette fois plus violemment puisqu'il y a eu six blessés légers.

La rancœur des résidents vis-à-vis de la Mairie est grande. Il y a des années, le précédent maire avait fait la promesse d'un nouveau foyer, une promesse que son successeur n'a pas tenue. Celui-ci se conforte en faisant savoir largement qu'il a proposé des relogements à tous les occupants du foyer. Mais jusqu'à présent on ne leur a proposé que des relogements dans de petits foyers. Or, les résidents craignent avant tout que leur communauté d'un peu plus de trois cents personnes soit trop dispersée, parce que c'est grâce à la solidarité du groupe que les plus fragiles, chômeurs, RMIstes et quelques sans-papiers ont pu tenir le coup. Ils accepteraient les nouveaux tarifs de relogement qu'on leur demande (1 670 F soit trois fois plus qu'à la Nouvelle France) mais exigent de ne pas être séparés en plus de trois « petits foyers » de 80 personnes.

La balle est dans le camp des pouvoirs publics, mairie et/ou préfecture. Mais ceux-ci, pour l'instant, montrent surtout leur mépris des résidents.

J.F.

Des juges et des jeunes

IL N'Y A PAS QU'EN BELGIQUE...

Les scandales en Belgique font douter les Belges de leur justice. A la fin d'une émission de télévision, 1 % seulement des téléspectateurs interrogés déclaraient faire encore confiance en la justice de leur pays. Une des raisons, parmi bien d'autres, serait le soupçon qui pèse sur des magistrats de s'adonner à la pédophilie et ensuite, bien entendu, de protéger les coupables et les pourvoyeurs.

C'est loin la Belgique ? Pas tellement. En France, un président de chambre d'accusation de cour d'appel est sous la menace d'une mise en examen annoncée, pour ce motif. Il est vrai que cela ne constitue nullement une preuve de culpabilité.

Mais il y a semble-t-il plus grave : une affaire qui défraye depuis quelques mois la chronique et qui met en cause des magistrats de la région de Nice.

Une fillette, d'un couple séparé et en conflit, a fait état de violences sexuelles et de « fêtes » auxquelles auraient pris part des juges de Nice. Une juge pour enfant a évoqué « *une suspicion parfaitement sérieuse de mauvais traitements physiques et sexuels* ». Mais son ordonnance a été invalidée par la cour d'appel d'Aix-en-Provence, qui a qualifié les dires de la fillette « *d'allégations* » provoquées par les « *inductions paternelles* ». On ne peut exclure sans doute que la fillette affabule. Mais ce qui est curieux c'est la suite.

Le ministre de la Justice, Jacques Toubon, dont on a pu mesurer le sens prononcé de l'intégrité et de la justice dans d'autres affaires, en accédant à une demande des magistrats de Nice, a ordonné des poursuites pour « *diffamation envers des fonctionnaires publics* » contre trois journaux qui avaient évoqué l'affaire, dont *Le Monde*.

Depuis, évidemment, la presse ne souffle plus mot de cette affaire... Ce qui était le but recherché.

Mais le ministre a commis une maladresse, en assurant au passage qu'il n'existait aucun contact entre la mère (qui est suspectée d'avoir entraîné sa propre fille dans cette aventure sordide) et le ministère de la Justice. Or *Le Monde* vient de signaler que de tels contacts téléphoniques ont bel et bien eu lieu et en apporte les preuves ; et cela jette une suspicion supplémentaire dans cette affaire.

Toubon a nommé des magistrats fidèles qui ont empêché des poursuites dans des affaires mettant en cause la Mairie de Paris et le financement du RPR. Cette fois il tente de museler la presse pour défendre des magistrats soupçonnés.

Avec ça, on peut avoir confiance dans la justice de son pays !

Reste à espérer que des enfants ne seront pas victimes du silence judiciaire.

André VICTOR

nos lecteurs écrivent

À PROPOS D'IMPÔTS

Chers camarades,

Je veux témoigner ici de la «mauvaise surprise des concubins» (pour reprendre le titre d'un article de *Libération* paru le 23 août) qui, au retour des vacances, ont vu le montant de leur impôt sur le revenu grimper en flèche. Suite à l'amendement de Charles Amédée de Courson, du 19 octobre 1995 (voilà un texte que notre mouvement de décembre n'a pas fait sauter, sans compter les autres décrets que Juppé nous prépare encore pour la rentrée…). En effet, ma fille ne comptant plus que pour une demi-part dans le calcul de mes impôts, je dois payer cette année presque six fois plus que l'an dernier. D'ailleurs, s'il s'applique aux revenus gagnés depuis janvier 1995, ce décret paru en fin d'année a un effet rétroactif, non? Bref.

Je vis depuis quelques années avec mon compagnon, et nous avons un enfant né en 1991. Or, il y a 3 ans, mon ami a démissionné de son poste de pion dans un collège pour se consacrer entièrement à la rédaction et à la soutenance de sa thèse à l'EHESS. Il ne bénéficie d'aucune aide, ni bourse, ni allocation de recherche, ni indemnité de chômage, ni RMI… Il est non imposable depuis longtemps, même du temps où il faisait des petits boulots d'étudiant.

Nous vivons depuis toujours sur mon salaire qui est actuellement de 150 834 F annuels (soit 108 600 F imposables). Notre loyer est de 4 800 F, charges comprises, plus toutes les autres charges que je ne citerai pas mais que vous devinez aisément.

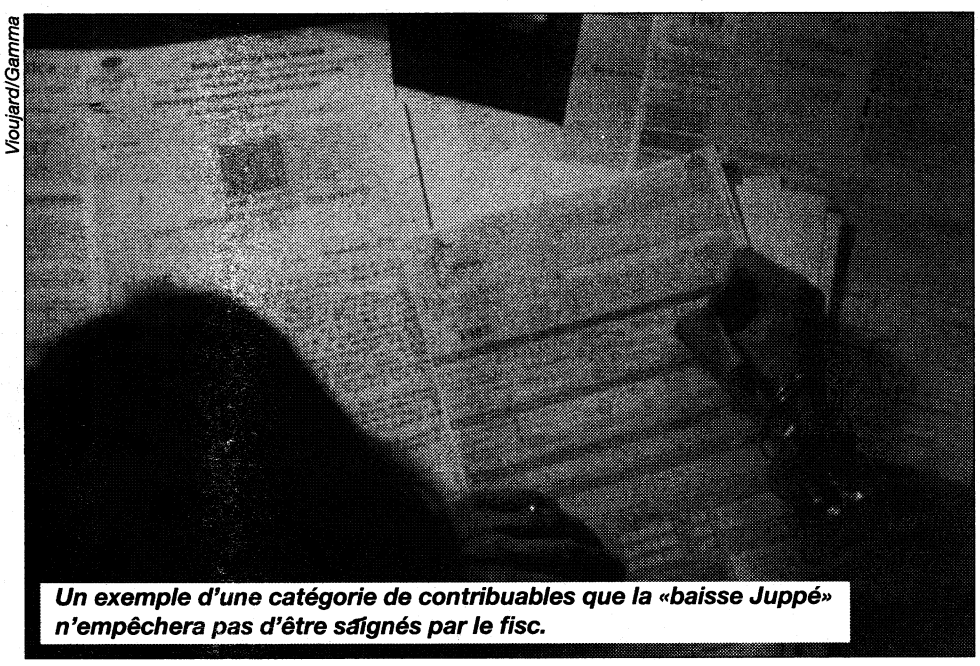
Le calcul donne :
Impôt sur le revenu 1994 = 2 358 F
Impôt sur le revenu 1995 = 11 979 F!

Autant dire que nous ne bouclons jamais les fins de mois et que nous les bouclerons encore moins maintenant…

Au centre des impôts, où j'ai fait une demande de «recours gracieux», l'agent qui m'a reçue, et qui «croulait» déjà sous les réclamations, n'avait aucune précision. Elle m'a simplement dit qu'on leur a demandé de tenir compte de ce que le local de la personne célibataire imposable est partagé avec une autre personne, concubin reconnu ou non! En fait, on oblige l'agent (en dernier recours ce sera le contrôleur des impôts) à se demander mesquinement si ces personnes sont susceptibles de subvenir en commun aux besoins de l'enfant, finalement à juger – ou plutôt à préjuger – de leur vie privée. Je précise que nous n'avons pour notre part jamais fait de déclaration de concubinage (le centre des impôts a sans doute fait un recoupement avec la déclaration concernant les impôts locaux)…

En conclusion, en tout cas, elle a gentiment déploré que nous ne soyons pas mariés. Nous y voilà! Eh oui, je pourrais alors déclarer mon compagnon à ma charge et je serais à ce jour exonérée d'impôts. Quels idiots nous sommes, non? Comment expliquer à l'administration que nous sommes un couple depuis quinze ans, et une vraie famille, depuis la naissance de notre fille, même si nous ne sommes pas mariés, et qui a fait le choix de vivre modestement pour que l'un des deux au moins aille au bout de ses rêves et de ses aspirations!

Une lectrice (94)



Vioujard/Gamma

Un exemple d'une catégorie de contribuables que la «baisse Juppé» n'empêchera pas d'être saignés par le fisc.

Lire

réédition

Terres de sang de Dido Sotiriou

Ces «Terres de sang», ce sont celles de l'Anatolie, déchirées par la Première Guerre mondiale et ses suites, lorsque les grandes puissances se livraient au partage de l'empire ottoman. La défaite militaire de celui-ci entraîna, en 1920 au traité de Sèvres, le partage de l'Anatolie en zones d'influence française, britannique, italienne et grecque. L'armée grecque, occupant Smyrne et ses abords, enrôla de force dans ses rangs la minorité grecque d'Anatolie qui, jusqu'alors, y coexistait avec les Turcs.

Cependant, Mustafa Kemal levait l'étendard de la guerre nationale de la Turquie contre tous ces occupants. Une guerre sans pitié se déroula alors, aboutissant à la reconquête de l'Anatolie par Mustafa Kemal, à la prise et l'incendie de Smyrne en septembre 1922. La flotte grecque quitta le port en abandonnant aux représailles des troupes kemalistes les membres de la minorité grecque qu'elle avait compromis à ses côtés. L'affaire se terminait par un massacre et par «l'épuration ethnique» avant la lettre, de toute la minorité grecque d'Anatolie.

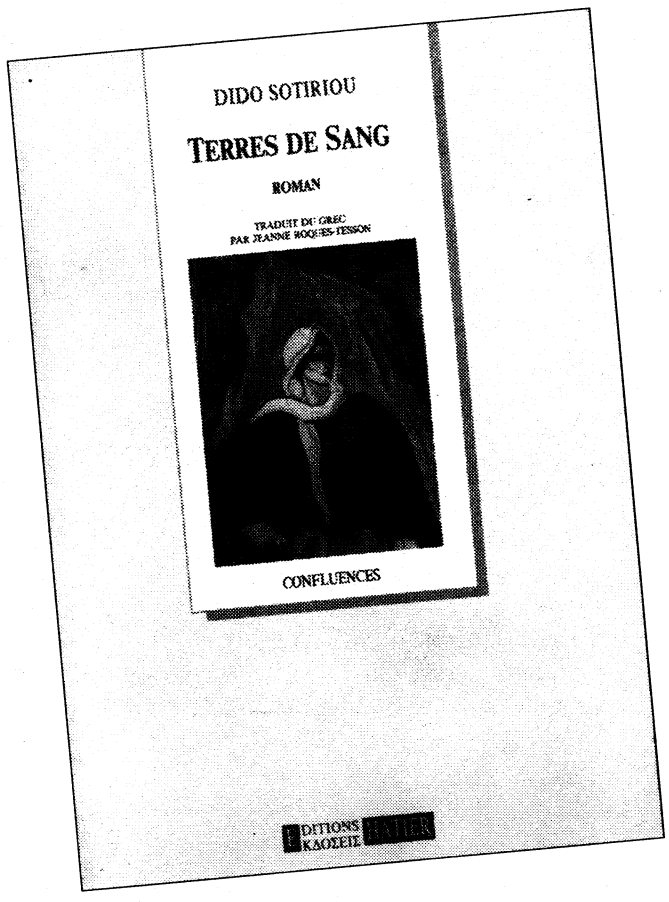
Ce livre de la romancière grecque Dido Sotiriou, elle-même née en Anatolie, n'avait été publié en France qu'en 1965 par les Editeurs Français Réunis (proches du PCF). Il montre ces événements à travers le récit d'un jeune paysan grec. De la coexistence entre Grecs et Turcs, il lui reste le souvenir d'une enfance heureuse à une époque où les paysans des deux nations vivaient ensemble, sur une terre fertile où figuiers, oliviers et vignes ne demandaient qu'à dispenser leurs fruits. Mais le bonheur a vite fait place au drame. Enrôlé dans l'armée turque, puis dans l'armée grecque quand tourne le sort des armes, Manolis Axiotis est témoin de tous les massacres avant d'être celui du désastre final dans les eaux du port de Smyrne, rougies par le sang des Grecs d'Anatolie lorsque le sort des armes tourne à nouveau…

Contrairement à ce qu'on pourrait attendre, le roman de Dido Sotiriou est exempt de tout nationalisme grec, de tout esprit de revanche anti-turc. Manolis, simple paysan, n'a certes pas de conscience politique, il est ballotté d'une armée à l'autre, d'un événement à l'autre. Mais, au spectacle du désastre de Smyrne, se fait jour pour lui cette vérité : les paysans grecs d'Anatolie ont été un pion dans les mains des puissances, que celles-ci ont joué et abandonné au milieu d'un déchaînement de violences et de flots de sang. Le désespoir de Manolis pour son paradis perdu se tourne contre ceux qui ont attisé la haine entre des hommes qui vivaient comme des frères.

Voilà un roman poignant et une dénonciation très juste d'un épisode, mal connu en France, de la Première Guerre impérialiste et de ses suites.

A. F.

Terres de sang,
roman grec de Dido Sotiriou,
Editions Hatier



Irak

L'ORDRE RÈGNE AU KURDISTAN

Lundi 9 septembre, en s'emparant de la ville de Souleimaniyé, les milices du PDK (Parti Démocratique du Kurdistan) de Massoud Barzani, appuyées par l'armée de Saddam Hussein, étaient arrivées à un contrôle pratiquement total du Kurdistan irakien. Les milices rivales de l'UPK (Union Patriotique du Kurdistan) de Jalal Talabani semblaient s'être effondrées pratiquement sans combat.

Talabani, qui disposait de l'appui de l'Iran, a pu se réfugier dans ce pays. Mais ce n'est pas du régime iranien que viendra une véritable aide à la population kurde contre le régime de Saddam Hussein, pas plus d'ailleurs qu'elle ne viendra des pays occidentaux et en particulier des États-Unis.

LE CYNISME OCCIDENTAL

Le président américain Clinton a bien fait envoyer des missiles, les 3 et 4 septembre, sur des objectifs situés en Irak. Mais il s'agissait d'objectifs situés au sud, et non dans le nord où l'armée irakienne était en train de faire mouvement. De même, si les USA ont annoncé une extension de la zone d'exclusion aérienne dans laquelle ils veulent empêcher les vols d'avions militaires irakiens, c'est celle du sud de l'Irak, portée du 32e au 33e parallèle. Cela revient à rappeler à Saddam Hussein qu'on ne laissera pas son armée s'approcher à nouveau du Koweït et de ses puits de pétrole, mais qu'il peut faire ce qu'il veut dans le nord. Et, comme si cela n'était pas assez explicite, le secrétaire d'État américain à la Défense, William Perry, a déclaré le 8 septembre que les États-Unis ne comptaient pas intervenir dans la guerre civile kurde, ajoutant : « *Tant que les Kurdes ne cesseront pas de se battre (...) il n'y a pas grand-chose que les États-Unis puissent faire* ».

Le cynisme des dirigeants impérialistes ne doit pas surprendre. En réalité, tout comme ceux des pays voisins de l'Irak – la Turquie en premier lieu –, ils assistent sans déplaisir à l'opération de normalisation en cours dans le nord de l'Irak. Au cours de la guerre du Golfe contre l'Irak de Saddam Hussein ils avaient bien proclamé qu'ils combattaient sa dictature et appelé les populations kurdes du nord et chiites du sud à se révolter contre son régime. Mais une fois l'armée irakienne chassée du Koweït ils n'ont pas bougé le petit doigt pour empêcher celle-ci d'écraser les opposants chiites et kurdes qui avaient pris au sérieux les promesses de soutien occidentales.

LE « RÉDUIT » KURDE NORMALISÉ

Ce qui se passe aujourd'hui n'est au fond que le prolongement de cette attitude. Au printemps 1991, devant l'afflux à la frontière turque de réfugiés kurdes fuyant l'armée irakienne mais rejetés par l'armée turque, les dirigeants occidentaux ont dû promettre leur soutien aux Kurdes, proclamer au nord une zone d'exclusion aérienne garantissant selon leurs dires la sécurité des Kurdes. Ainsi s'est créée la zone autonome kurde du nord de l'Irak. Mais il n'était pas question pour les occidentaux d'entériner la création d'un État kurde. Aujourd'hui, en réglant à sa façon le problème de cette zone autonome, Saddam Hussein tire les occidentaux d'une situation embarrassante qu'ils ne savaient comment régler.

Bien sûr, Saddam Hussein a su se servir aussi des conflits opposant les clans kurdes eux-mêmes. Le clan Barzani a compris qu'il ne pourrait sauver son pouvoir qu'en se faisant l'auxiliaire de Saddam Hussein contre la fraction de Talabani. Cela réduit d'ores et déjà « l'autonomie » kurde à très peu de chose. Le pouvoir du clan Barzani n'a maintenant des chances de se survivre qu'à condition de se montrer l'auxiliaire docile non seulement du régime irakien, mais aussi du régime turc.

Au Kurdistan turc en effet, l'armée est engagée dans une véritable guerre contre les guérillas autonomistes du PKK (Parti des travailleurs kurdes). Elle voudrait en finir avec les bases arrière que celui-ci a pu établir dans la zone autonome du Kurdistan irakien. L'armée turque compte évidemment pour cela sur la coopération de l'armée de Saddam Hussein et des milices de Barzani, mais elle ne se fait pas faute non plus de passer la frontière et d'exercer régulièrement des poursuites en territoire irakien. Le ministre des Affaires étrangères turc, Tansu Ciller, évoque même maintenant ouvertement la création d'une « zone de sécurité » à la frontière, c'est-à-dire l'occupation permanente par l'armée turque d'une bande de territoire irakien. D'autres points font sans doute l'objet de négociations plus discrètes : la reprise, malgré l'embargo, des relations commerciales turco-iraniennes interrompues par la guerre du Golfe, voire la remise en exploitation de l'oléoduc acheminant le pétrole du Kurdistan irakien vers la Turquie.

UNE AUTONOMIE ÉPHÉMÈRE

L'autonomie kurde a donc vécu, pour autant qu'elle ait vraiment existé – car les milices de Barzani et Talabani n'ont pu exercer le pouvoir pendant cinq ans que sous étroite surveillance de tous les voisins. Aujourd'hui, une collaboration militaire sans faille mais aussi une collaboration économique sont en passe de s'établir entre les régimes turc, irakien, et sans doute iranien, et les milices de Barzani réduites au rôle de simples auxiliaires kurdes de Saddam Hussein. On peut d'ailleurs se demander dès maintenant dans combien de temps, après avoir éliminé Talabani avec l'aide de Barzani, le régime de Bagdad cherchera à éliminer Barzani lui-même.

Dans tout cela les dirigeants occidentaux sont non seulement spectateurs mais complices actifs, à commencer par les dirigeants américains qui ont préféré en 1991 – et préfèrent toujours – laisser en place le régime de Saddam Hussein car il leur paraissait le plus à même de maintenir l'ordre à l'intérieur de l'Irak ; à la seule condition qu'il ne touche pas aux puits de pétrole du Koweït – seul véritable enjeu de la guerre du Golfe.

La liberté du peuple irakien, les aspirations nationales des Kurdes sont pour les dirigeants occidentaux tout au plus des sujets de discours pour couvrir des préoccupations moins avouables, et leurs promesses de soutien des mensonges auxquels les peuples de la région auraient tort de se laisser prendre. Les réfugiés kurdes fuyant l'avance irakienne, qui se pressent maintenant à la frontière iranienne comme ils se pressaient à la frontière turque au printemps 1991, en font encore une fois aujourd'hui la douloureuse expérience. Tout comme les opposants irakiens qui s'étaient réfugiés dans le réduit kurde – et dont certains avaient disposé semble-t-il de soutiens américains – et qui se sont trouvés du jour au lendemain livrés par Barzani aux troupes de Saddam Hussein.

Le cynisme occidental a ainsi son pendant, en plus petit, dans le cynisme des dirigeants kurdes eux-mêmes qui, de Barzani à Talabani mais aussi au PKK, comptent plus sur l'appui d'une puissance contre les autres que sur celui de leur propre peuple. Et la « normalisation » du Kurdistan irakien prouve une fois de plus que pour se libérer, les peuples de la région ne peuvent pas plus compter sur les chefs nationalistes à la Barzani ou Talabani, qui voudraient conquérir le pouvoir, que sur les Saddam Hussein, les Assad ou les autres qui l'ont conquis.

A.F.

FESTIVAL POUR LA PAIX AU KURDISTAN (communiqué)

Le « Centre d'Information du Kurdistan » (proche du PKK) nous communique que la confédération des Associations Kurdes en Europe, KON-KURD, organise cette année le 4e « Festival pour la paix au Kurdistan » le 21 septembre à Cologne, en Allemagne, au stade Müngersdorf.

Rappelant que la sale guerre qui se poursuit au Kurdistan de Turquie depuis 12 ans a causé le massacre de milliers de Kurdes et l'exode de centaines de milliers de personnes en Europe, il invite à participer à ce 4e festival « pour la paix au Kurdistan ».

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995